

# le prolétaire

M2414-403-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

OCT.-NOV. 89

5 FF - 30 FB  
3 FS - 2000 LI

N° 403

## PEUGEOT TIRER LES LECONS DE L'ECHEC MATERIEL

Après 7 semaines de grève, les ouvriers en lutte ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu les 1500 francs réclamés par la CGT, ni les 500 francs des autres syndicats.

Cette longue grève, la plus importante depuis 68, s'est donc terminée par un échec sur le plan matériel. et cet échec est une défaite pour tous les travailleurs, car cette grève avait une importance qui allait bien au-delà des limites de l'entreprise Peugeot, ainsi qu'en témoigne le fait qu'elle ait fait la une des journaux et télévisions. Une victoire des OS de Peugeot aurait été un formidable encouragement pour tous ceux qui luttent ou qui sont prêts à entrer en lutte sur les mêmes revendications d'augmentation des salaires. Il s'agissait du côté patronal de tenir ferme sur le "front de la rigueur salariale", pour reprendre le jargon des technocrates, qui admettent ainsi que se déroulait un épisode d'une guerre: LA GUERRE DES CLASSES, même quand cette guerre est (pour le moment) encore pacifique.

Les ouvriers de Peugeot Sochaux se souviennent d'ailleurs qu'en 68 cette guerre s'était soldée par deux morts dans leurs rangs.

La défaite des grévistes de Peugeot va renforcer l'intransigeance de la bourgeoisie et de son Etat face aux revendications des salariés. Déjà Bérézgovoy n'a pas attendu pour reprendre les intonations d'un Calvet et déclarer aux agents des impôts que les négociations étaient terminées.

Cependant toute défaite sur le plan matériel peut être positive si elle est l'occasion pour les travailleurs de tirer des leçons qui permettent de reprendre plus tard la lutte avec de meilleures chances de succès.

Peugeot a de tout temps été un symbole de l'autoritarisme patronal (en même temps que du paternalisme), appuyé sur un encadrement de garde-chiourmes et aussi sur les divisions savamment entretenues entre les multiples nationalités des travailleurs. La direction Calvet a eu pour fonction de redresser le groupe, touché comme pour beaucoup d'autres par la crise économique, fortement endetté et englué dans la difficile opération de reprise des filiales européennes de Chrysler. Calvet a réussi dans sa fonction de "sauvetage" de Peugeot - le groupe est largement bénéficiaire, désendetté et vise la place de no 1 européen - et il est devenu l'enfant chéri de "l'opinion publique", cette entité mythique fabriquée par les moyens de propagande bourgeoise.

Un patron n'a pas 36 moyens à sa disposition; il n'en a qu'un: l'exploitation accrue de ses travailleurs (en langage bourgeois on dit plus volontiers "augmentation de la productivité").

Licenciements, blocage des salaires, augmentation de l'intensité du travail et de la durée elle-même du travail, voilà quel a été le lot des ouvriers de PSA. Cela s'est accompagné par le renforcement du despotisme d'entreprise. La direction de Peugeot est une direction de combat. Elle l'a prouvé en cassant la grève des ouvriers de Talbot en 84. Les travailleurs de Poissy n'ont pas encore surmonté cette défaite, et les appels à des débrayages pendant la grève de Sochaux et Mulhouse sont restés lettre morte.

Le groupe Peugeot a fait disparaître au total sur toutes ses implantations 30'000 emplois. A Sochaux, le nombre des travailleurs a été réduit de 15'000 de 76 à 86 (il est de 23'000 actuellement et de 12'000 à Mulhouse).

( Suite en page 2 )

## LA "GRANDE DETENTE" PREMISSE DES FUTURS AFFRONTEMENTS INTER-IMPERIALISTES

Que le capitalisme, arrivé dans sa phase de domination du capital financier, c'est-à-dire sa phase impérialiste, englobe dans sa "sphère d'intérêt" l'ensemble du globe, est un fait reconnu et admis par tous. La planète super-colonisée est même devenue trop petite pour le capitalisme. Dans un texte de 1960, nous écrivions: "la grande différence entre colonialisme historique (européen) et colonialisme financier réside dans le fait que le second n'a pas besoin de conquérir des territoires de façon stable pour y implanter une machine bureaucratique de contrôle; il colonise à travers l'endettement des différents pays."

La caractéristique du pays qui a plus que tout autre évolué dans un sens impérialiste, les USA, est précisément le colonialisme financier. La force d'attraction de ce pôle surpuissant du capital est telle que tous les autres pays capitalistes ont suivi la même voie par rapport aux pays moins puissants, et entre eux-mêmes, constituant une trame serrée de relations financières et de rapports de dépendance entre tous.

La civilisation du capital ne peut pas atteindre d'autres sommets; elle ne peut exprimer sa puissance que par des guerres toujours plus longues et destructrices.

L'universalisation de la civilisation capitaliste s'est définitivement imposée par la force des armes dirigées par de puissants Etats. Cette civilisation était un progrès par rapport aux modes de production étriqués des époques précédentes, un progrès révolutionnaire dans le cours historique des sociétés de classe, parce que tout en détruisant les formes de production arriérées, elle créait une nouvelle force sociale, destinée à être son fossoyeur, le prolétariat moderne.

Avec le mouvement perpétuel de l'époque bourgeoise, qui se distingue

de toutes les autres, selon Marx, par "le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu des conditions sociales, l'incertitude perpétuelle, le trouble continu" (Manifeste du parti communiste), le marché mondial se forme rapidement et les économies de tous les pays, en lutte permanente pour leur "espace vital" et le "partage du monde", sont dépendantes d'une manière croissante de ce marché.

C'est cette lutte pour des espaces économiques et pour le partage du monde qui explique les politiques des grands Etats, des puissances impérialistes. Marx démontre que le but du capital est le capital lui-même, c'est-à-dire sa reproduction élargie, sa valorisation incessante. C'est évidemment une tendance non linéaire et encore moins pacifique; elle est au contraire inscrite dans la concurrence acharnée entre capitaux privés et nationaux, contraints de se jeter les uns sur les autres et d'alimenter leur voracité réciproque. Le marché national, base indispensable du développement économique du capitalisme, devient un "territoire" économique dans lequel luttent les capitaux nationaux et étrangers, à mesure qu'il

Et la grande force des USA réside dans le fait qu'avec la première et plus encore la deuxième guerre mondiale, ils ont pu coloniser des pays développés: les anciens colonisateurs. Comme disait Lénine au congrès de l'Internationale au cours de l'été 1920: "la guerre, au moyen du traité de Versailles, a imposé à ces peuples avancés des conditions qui les ont précipités dans une situation de misère, de faim, de ruine, de manque de droits, puisque le traité les a enchaînés pour de nombreuses générations et les a réduits à vivre dans des conditions dans lesquelles n'avait jamais vécu aucun peuple civilisé" (1).

se transforme en une partie du marché mondial. La voracité du capital qui se manifeste dans son besoin irrésistible de courir d'un investissement à l'autre, d'un marché à l'autre, d'une Bourse à l'autre, pousse la tendance à la concentration, à la formation de gigantesques groupes d'intérêts qui dépassent les frontières

( Suite en page 9 )

### DANS CE NUMERO :

- . Calvet-Riboud: 2 méthodes, un seul but
- . Le Gouvernement socialiste contre les travailleurs immigrés.
- . Entre Bonzes.
- . Correspondances: Chantiers de l'Atlantique, Rufa, Comatec.
- . Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde.
- . L'Explosion prolétarienne en Argentine.
- . Pologne: après les chaînes, la camisole de force.
- . Vie du Parti: Réunions Internationales.
- . Leçon du capital allemand.

## GREVE DES MINEURS EN URSS VERS LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE ORGANISEE

Le capitalisme soviétique, engagé depuis 1985 dans une restructuration forcée, plus connue sous le nom de *péréstroïka*, avait déjà connu une agitation ouvrière croissante (les syndicats officiels ont admis l'existence de 80 grèves au cours des deux dernières années) et des conflits inter-ethniques de plus en plus aigus. Il a du affronter cet été une première et impressionnante grève à l'échelle nationale, la grève des mineurs de charbon.

Le spectre de la lutte de classe, que la contre-révolution dite stalinienne pensait avoir fait disparaître dans la terreur et dans le sang, est réapparu avec cette grève d'une puissance irrésistible, dans ce pays qui se faisait passer pour socialiste depuis soixante ans. Une classe ouvrière habituée aux fatigues les plus dures, aux conditions de travail les plus dangereuses et à des conditions de vie bestiales alors même qu'elle extrait par son travail une des richesses majeures du pays, s'est arrêtée le 9 juillet et s'est engagée en masse dans une grève illimitée et sans préavis d'aucune sorte. La lutte de classe reprend son cours en URSS: rien ne sera plus comme avant dans les rapports entre ouvriers et patrons et gouvernements. La grève a enseigné beaucoup de choses à toutes les classes sociales.

Les grands moyens de propagande bourgeois en Occident ont salué cette grève avec chaleur, mais aussi avec préoccupation.

( Suite en page 9 )



# PEUGEOT: TIRER LES LECONS DE L'ECHEC MATERIEL

( Suite de la page 1 )

Il a aussi beaucoup investi dans la modernisation de ses usines et leur automatisation. Cet investissement s'est aussi traduit dans la "formation" des travailleurs: 600'000 heures de formation par an depuis 86 à Sochaux et à partir de 88 des "cycles de sensibilisation" ont été généralisés pour les secteurs qui devaient produire la 605, symbole du renouveau Peugeot.

Ces mots neutres recouvrent l'instauration d'une gestion "à la japonaise": production en "flux tendus" pour éliminer les coûteux stocks, zéro-défaut, cercles de qualité, etc...

Les travailleurs doivent acquérir une "culture d'entreprise" qui les "responsabilise" par rapport à leur travail (par exemple, ils doivent signaler eux-mêmes les défauts). Le salaire "au mérite" donne une arme redoutable à l'encadrement et contraint les travailleurs à faire "volontairement" des heures supplémentaires le samedi (4 millions d'heures supplémentaires en 88)

Ces pratiques se généralisent dans toutes les grandes entreprises; mais la direction se flatte de les avoir poussé au maximum en ce qui concerne les ateliers de la 605. Les travailleurs - surnommés les grenouilles à cause de leur uniforme vert - y ont été sélectionnés selon l'état d'esprit. On leur a fait signer au bout d'un stage bourrage de crâne un engagement individuel de respecter une "charte" de fidélité envers l'entreprise...

Pour que cet embrigadement fonctionne, on choisit "de nombreux ouvriers récemment embauchés dont beaucoup d'intérimaires, c'est-à-dire des gens qui n'avaient pas d'habitudes", selon le responsable de la formation ("Usine Nouvelle", 7 sept. 89). Mais le but avoué est d'étendre progressivement à tous les établissements cette organisation inaugurée à Sochaux. Selon le reportage idyllique d'"Usine Nouvelle", "pour réussir sa grande métamorphose,

Sochaux bénéficie d'un contexte social assez favorable, c'est-à-dire calme (sic!) où l'amour de l'automobile et le respect de la marque Peugeot est largement ancré dans les mentalités".

La grève sur le plus grand site industriel français est venue démentir cette propagande patronale.

Cependant, les travailleurs de la 605 sont malgré tout restés peu touchés par la grève.

La philosophie sociale de la direction s'exprime beaucoup plus crûment par la bouche du responsable des ressources humaines (!) de Peugeot à l'occasion d'une conférence qu'il a faite auprès de responsables d'EDF et que celle-ci a éditée en brochure sous le titre éloquent: "Le Défi social" (cf "L'Humanité" du 14 sept. 89). Il s'agit d'un véritable manuel de la guerre sociale dans l'entreprise (le terme employé est "la bagarre"). Le conseil suprême est: "si le conflit est assez sérieux, la négociation doit déboucher sur quelque chose qui permette de reprendre le travail mais qui soit plutôt négatif pour le personnel. La grève doit laisser le souvenir de quelque chose où les gens ont perdu".

Lorsque la grève est déclenchée, il faut s'appuyer sur la loi et la justice: "constats d'huissiers, assignations en référé, ordonnances sur requêtes, notifications aux intéressés, commissaires de police (...). Au moment du conflit, on ne laisse rien passer et on reste dans la légalité. Pour nous, le B.A.-BA est la Cour de cassation, la chambre sociale ou la chambre criminelle".

Quelle meilleure démonstration que cette légalité, cette justice sont une légalité et une justice de classe, au service des intérêts de la classe dominante?

Relevons au passage la formule frappante (qui fait hurler "L'Humanité") définissant le rôle de délégué syndical comme "comparable à celui de la soupape sur une cocotte-minute".

Il n'y a pas à être scandalisé par cette franchise: c'est la vérité de classe, dite par l'ennemi de classe. La "méthode Peugeot" est la méthode de tout capitaliste.

## FORCE ET FAIBLESSE DU MOUVEMENT

La direction de Peugeot a suivi à la lettre ces directives, en escomptant que l'intimidation et la fermeté auraient raison des travailleurs. Elle a pris le risque de laisser pourrir le mouvement alors que la grève a éclaté au moment d'une échéance cruciale, le lancement de la 605. Elle a pris

que de continuer indéfiniment alors que le nombre des grévistes commençait à diminuer, les travailleurs ont fini par voter la levée de l'occupation et donc l'abandon de leur meilleure arme, contre la promesse...d'ouverture de négociations.

Au cours de la grève, les travailleurs firent plusieurs délégations auprès d'autres entreprises; cependant il n'y eut pas d'organisation systématique d'initiatives de ce genre. Plus grave, il n'y a pas eu l'envoi de délégations massives de grévistes auprès d'autres établissements du groupe comme Poissy ou Aulnay. Cela aurait été autrement plus utile que le voyage à Paris



LES GREVISTES DECIDENT DE POURSUIVRE L'OCCUPATION DE LA FORGE

le risque, car satisfaire aux revendications des grévistes aurait remis en cause tout l'effort pour implanter les méthodes japonaises. Elle devait être assurée également que les syndicats veilleraient à canaliser le mouvement dans une lutte d'usure, circonscrite et respectueuse de la légalité.

Enfin il faut être conscient qu'en dépit du tintamare autour des braves ouvriers et du méchant Calvet (Mauroy: "une défaite des grévistes seraient une défaite pour le PS"), la direction avait l'appui et le soutien du patronat et du gouvernement (dès le début de la grève, le ministre de l'industrie déclarait "qu'il y a tout à craindre d'un dérapage des salaires: tout le monde y perdrait y compris les salariés").

La seule crainte était que par son intransigeance, Calvet finisse par provoquer une réaction des grévistes et que ceux-ci débordent les syndicats. D'où les appels réitérés à la négociation avec ceux-ci et la prétendue solidarité avec les grévistes de personnalités aussi prolétarienne que Chevènement, l'archevêque de Strasbourg ou le maire de Lyon. Cette fausse solidarité avait pour but de dissuader les travailleurs d'aller à la recherche d'une réelle solidarité de classe auprès des salariés des autres entreprises, et en essayant d'étendre la grève.

Les travailleurs ont eu la force de tenir malgré tout 7 semaines. Leur détermination a empêché les syndicats dans un premier temps du moins de saboter la grève. Mais il n'ont pas eu la force de prendre eux-mêmes en main leur lutte.

Le collectif des organisations syndicales a eu toute latitude pour décider l'orientation de la lutte et pour faire passer dans les AG ce qu'il avait l'intention de faire. C'est ainsi qu'il a fallu attendre 15 jours pour que les syndicats découvrent l'existence de la Forge et proposent son occupation; ces 15 jours perdus par les travailleurs ont pesé lourd dans l'issue du conflit. C'est ainsi que les syndicats n'ont jamais cherché à utiliser l'arme décisive qu'aurait pu constituer le blocage de la 605. La CGT, qui l'avait proposé le 20 septembre, y renonçait immédiatement parce que le renforcement du mouvement l'aurait rendue "inutile", alors que FO se félicitait d'avoir, avec la CFDT, empêché ce blocage... Vaille que vaille, la direction a pu faire tourner les chaînes de la 605, ce qui était son objectif majeur.

Lorsque l'occupation de la Forge à Mulhouse commença à se faire sentir dans les établissements, FO et la CFDT proposèrent l'évacuation. La détermination des grévistes réussit une première fois à déjouer la manœuvre. Mais au bout d'un mois et demi de grève, laissés sans autre perspective par la CGT

pour aller manifester dans les beaux quartiers devant le siège de PSA!

Pas de recherche sérieuse d'extension de la grève aux autres établissements, ni même aux autres secteurs des établissements touchés, par crainte d'aller vers un clash avec la maîtrise ou vers des actions "incontrôlées". Faut-il alors s'étonner que les syndicats se soient bien gardés d'aller vers une extension de la grève aux autres entreprises automobiles? Des mouvements indiquaient pourtant que cette perspective n'était pas absurde: débrayages à Renault-Cléon, grève des soudeurs à R.V.I.-Annonay. C'était bien ce que craignait le gouvernement et la direction de Renault. Celle-ci annoncera des discussions anticipées sur les salaires pour satisfaire les syndicats. Puis, après la fin de la grève de Peugeot, elle annoncera des sanctions pour "perturbation de la production" à 11 travailleurs de Cléon et notamment à des délégués CGT (la CGT est ultra-majoritaire): le danger étant passé, il est temps de rappeler aux travailleurs qui est le patron.

La conclusion est claire: tant que les travailleurs n'auront pas la force de prendre en main leurs propres affaires, c'est-à-dire de s'organiser pour arracher la conduite de leurs luttes aux organisations de collaboration de classe, toute combativité court le risque d'être dépensée en vain.

Bien que les entreprises aillent bien, bien que les profits atteignent des niveaux records, les patrons et le gouvernement ne sont prêts à céder que des miettes. Au plus fort de la crise, ils ont arraché sacrifices sur sacrifices à la classe ouvrière en lui permettant des lendemains meilleurs.

Maintenant que les choses vont mieux, ce sont à nouveau les sacrifices qui sont demandés (Calvet parle de 5 années d'austérité, à cause bien sûr de la "menace japonaise"). La bourgeoisie sort renforcée des sacrifices extorqués aux travailleurs qui devraient se contenter de ne pas s'être sacrifiés davantage, de ne pas avoir vu leur niveau de vie baisser dans les proportions de travailleurs des pays pauvres. Toutes les luttes seront plus difficiles.

Des patrons déclarent au journal "Libération" (du 26 octobre 89): "les ouvriers de Mulhouse vont être vaccinés contre la grève pendant 7 ou 8 ans".

Ils ne devraient peut-être pas être si optimistes. Et de toute façon, c'est le capitalisme lui-même qui contraindra les travailleurs de Peugeot et d'ailleurs à renouer avec la lutte de classe, parce qu'il ne peut cesser ses attaques contre les travailleurs.

La grève de Peugeot n'est pas une fin. Une bataille a été perdue dans la guerre de classe, mais tôt ou tard il y aura la revanche.

## CALVET-RIBOUD DEUX METHODES, UN SEUL BUT

Face aux exigences du capital, de sa concentration forcée, de la recherche de la productivité maximale du travail, de la baisse tendancielle du taux de profit qui provoque tout cela, de la concurrence exacerbée, de la fragilité des positions acquises sur les marchés, de l'équilibre financier toujours plus instable, etc, les contraintes de gestion comptable ne varient guère car quelque soit la complexité des outils financiers et des appareils informatiques qu'elle utilise, elle se résume finalement aux deux bonnes vieilles colonnes du livre des comptes, le "doit" et l'"avoir".

C'est au bas de la page, à l'addition des deux colonnes que l'on vérifie si le capital a opéré ou non sa valorisation.

A ces contraintes, aucun capitaliste ne peut déroger, mais chacun peut adopter, pour atteindre le but ultime du profit, des "politiques d'entreprises" différentes. L'objectif reste le même, mais les moyens d'y parvenir font justement partie de ces différences qui font les fractions de la bourgeoisie.

L'orientation de ce que les patrons appellent la "politique sociale de l'entreprise" est un de ces terrains sur lesquels "s'affrontent" ces diverses tendances de la bourgeoisie.

La crainte de la généralisation des grèves en France fait tout de même peur à la bourgeoisie. D'où son empressement aujourd'hui, sous les feux de l'actualité Peugeot, à débattre de la meilleure façon de "traiter le social" dans l'entreprise.

Les licenciements, les compressions salariales, l'élargissement du travail nocturne, l'augmentation des rythmes de travail sont des nécessités indiscutables pour les patrons. Mais comment faire pour faire pour que leur réalisation ne coûte que le minimum à l'entreprise et à l'Etat.

Il y a la "méthode Calvet" qui consiste à n'accorder aucun centime à la prévention des "accidents sociaux", quitte à courir le risque économique d'une grève. Il y a aussi la "méthode Riboud" qui est de distribuer quelques

miettes à titre de prévention et à s'épargner en revanche de coûteux conflits avec les travailleurs.

"L'Express" du 6 octobre, écrit ceci à propos de la politique Riboud: "Bien que le groupe PSA ait dégagé près de 8 milliards de francs de bénéfices l'an dernier, l'intéressement et la participation versés aux salariés étaient limités à 400 millions. Un vingtième. Chez BSN (Danone, Evian, Lu, Panzani), le personnel, beaucoup moins nombreux, a reçu 550 millions. Plus que le dividende versé aux actionnaires. Une somme qui représente le quart du bénéfice. Et, pour Antoine Riboud, l'amélioration des conditions de vie au travail (sans doute le journaliste veut-il parler de l'introduction du travail de nuit, "NDRL) et l'intensification de la formation du personnel sont "les clefs du succès pour les années futures".

"Jusqu'ici cette philosophie n'a pas trop mal réussi. "BSN a pu fermer 25 usines de bière, pour n'en conserver que 4, sans clash, sans drame social", se réjouit Antoine Riboud. "Et, si le groupe est généreux avec ses salariés, il est aussi "très exigeant en terme de productivité". "BSN a ainsi profité de l'explosion de ses marges pour acquérir, à coups de milliards de dollars, de nouvelles parts de marché en Europe. Riboud pourrait-il donner des conseils à Calvet? Il n'y a pas de modèle BSN, mais un état d'esprit social."

En fait, il n'y a pas vraiment le choix d'une politique ou l'autre, ce sont les nécessités mêmes du développement capitaliste et le maintien de l'ordre social qui imposent l'une plutôt que l'autre.

Ce qui est certain, c'est que la méthode directe et intransigeante des Calvet et Cie ne crée pas les mêmes illusions que la politique Riboud. Et ce que demande une partie du patronat à Calvet s'est de payer le prix des illusions maintenant qu'il en a les moyens, afin d'éviter tout dérapage de la lutte des ouvriers de Peugeot.

# LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

La fameuse loi sur l'émigration qui devait remplacer la "loi Pasqua" du 9/10/86 - alors vertueusement dénoncée par le PS - a donc été promulguée au début de l'été, après une interminable discussion parlementaire, après avoir servi d'alibi de gauche pour le gouvernement, après que les organisations anti-racistes satellites du PS comme SOS-racisme aient prétendu mener une campagne pour l'égalité des droits, avec la référence obligatoire au deux-centième anniversaire de la déclaration des droits de l'homme.

Le résultat était ce qu'il devait être: le PS ne s'est pas transformé en défenseur des travailleurs immigrés par la grâce du bicentenaire; et les jacasseries sur les droits de l'homme sont restées ce qu'elles ont toujours été et seront toujours - de la poudre aux yeux des prolétaires qui pourraient être tentés d'y croire.

La "loi Joxe" n'est en aucune façon l'abrogation de la loi Pasqua réclamée par les organisations de défense des immigrés parce qu'elle constituait par rapport à la législation précédente du gouvernement PS-PC, non pas certes un changement de politique, mais une **aggravation** de la même politique, un **renforcement** du contrôle de l'immigration, un **accroissement** de la pression policière et étatique et enfin, last but not least, un encouragement accru aux divisions racistes par l'affirmation d'un lien entre immigration et terrorisme aveugle.

La loi Joxe est d'abord la réaffirmation pour l'essentiel, de l'orientation de la loi Pasqua. Il y a ensuite, humanisme de gauche oblige, un nombre chichement mesuré de modifications. Voyons quelles sont les améliorations:

- Les conjoints de français pourront recevoir immédiatement après leur mariage leur carte de séjour de 10 ans ("carte de résident"), au lieu d'avoir à attendre un an; ils ne pourront plus être expulsés au bout de 6 mois de mariage (au lieu d'un an dans la loi Pasqua).

- Les jeunes qui arrivent à leur majorité ne pourront plus être expulsés s'ils vivent en France depuis l'âge de 10 ans (au lieu de 8 ans). Ils recevront automatiquement à leur majorité une carte de résident. Dans la loi Pasqua cette carte était donnée à l'âge de 16 ans et pouvait être refusée en cas de condamnation à des peines de 6 mois de prison ou plus.

- Quelques autres cas sont créés où l'expulsion n'est plus possible (pensionnés, traitements de maladie de longue durée).

Les expulsions restent comme auparavant la menace qui plane sur tout immigré en dehors de ces cas, c'est-à-dire la majorité, mais les expulsions n'auront lieu qu'en cas de "menace grave" de l'ordre public alors que la loi précédente parlait simplement de... "menace". De plus l'avis de la commission d'expulsion devient obligatoire (au lieu de facultatif). Si la commission rend un avis défavorable à l'expulsion, le préfet est tenu de suivre cet avis, à condition toutefois qu'il soit "motivé".

Enfin "l'expulsion en urgence absolue"

(qui fait tomber toutes les entraves à l'expulsion) introduite par Pasqua, subsiste; mais, attention ! Elle ne pourra avoir lieu qu'en cas de "nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique", alors que selon le répressif Pasqua cette procédure n'était applicable qu'en cas de "menace pour l'ordre public présentant un caractère de particulière gravité". On voit tout de suite l'importance du changement...

Tout ce chapitre n'est que du jésuitisme pur et simple. Il était cependant flanqué d'un article prévoyant pour l'immigré la possibilité de faire appel d'une décision d'expulsion devant un juge. Le recours était suspensif, mais il devait être fait dans les 24 heures et le jugement devait être rendu sous 48 heures.

Devant les critiques des parlementaires conservateurs, c'est Rocard lui-même qui a saisi le conseil constitutionnel sur cet article. Et le conseil a abrogé l'article, en le jugeant anti-constitutionnel, à la grande colère des organisations humanitaires, toujours friandes de juridisme.

Le MRAP demande que "la situation de l'étranger puisse faire l'objet d'une décision prise en droit et en opportunité"; le GISTI affirme que cette décision du conseil "a pour conséquence immédiate le maintien en vigueur d'une des dispositions les plus contestables de la loi Pasqua, à savoir l'absence totale de garanties contre l'arbitraire préfectoral" (communiqués publiés dans les journaux du 31 juillet).

En réalité l'expérience faite sous les gouvernements de gauche, avant 86, a montré ce que valent ces garanties, puisqu'à l'époque c'étaient les tribunaux qui décidaient à la chaîne les expulsions ! Une conséquence avait été, en raison de l'embouteillage judiciaire, un afflux de travailleurs immigrés dans les prisons, en attente de passer devant le tribunal et d'être expulsés; ils représentaient jusqu'à 10% du nombre total des prisonniers...

Ce ne sont pas des modifications de méthode qui modifieront de façon sensible le fonctionnement du mécanisme bien huilé des expulsions et de la répression. Ce ne sont pas des bavardages sur une "nouvelle citoyenneté", sur "l'intégration", sur "l'égalité des droits" alors que subsiste la réalité de la répression et de l'oppression, qui changeront la situation des immigrés. La loi Joxe démontre que le gouvernement actuel, pas plus que les précédents, ne veut changer cette situation; il est seulement plus hypocrite que les autres. En même temps qu'il faisait mine de changer la loi Pasqua, il mettait au point les décrets confirmant cette loi Pasqua pour les 226 000 immigrés tunisiens (entrés en vigueur en février dernier) et probablement pour les 560 000 immigrés marocains (les décrets n'ont pas été rendus publics à ce jour).

Pour expliquer sa loi, Rocard lors de la discussion parlementaire, en a donné les deux "axes": "absolue nécessité de limiter l'afflux des étrangers en France" et "impérieux devoir d'offrir à ceux qui vivent en situation régulière la dignité et la sécurité auxquelles ils ont droit".

Mitterrand a expliqué le premier axe

par la nécessité de "défendre le territoire français", reprenant ainsi comme par hasard le discours raciste dominant qui assimile travailleur étranger à une "menace". Ce discours, repris instinctivement par toute la canaille petite-bourgeoise, exprime d'une part la crainte sociale vis-à-vis de travailleurs soupçonnés de ne pas être aussi sages, disciplinés, en un mot "intégrés" que leurs camarades français, en même temps que la crainte vis-à-vis de l'instabilité croissante des pays "périphériques". Pour nos gouvernants ce discours peut paraître contradictoire avec la tant vantée ouverture des frontières en 92. Mais il faut comprendre que d'un côté, on ouvre les frontières aux capitaux et aux marchandises (principalement d'Europe), aux touristes (des pays riches), aux bourgeois (du monde entier) tandis que de l'autre on les ferme aux prolétaires (principalement non-européens).

Quant au second axe, il suffit pour en apprécier la valeur de rappeler que la France détient le triste record des crimes racistes parmi les pays développés ainsi qu'une tradition jamais démentie d'exactions policières (plus connues sous le nom de "bavures"). Les deux peuvent d'ailleurs se rejoindre et on a alors un réseau de tueurs racistes dirigés par le secrétaire d'un syndicat de policiers d'extrême droite. Ou il suffit de constater les conditions d'hébergement dans les foyers Sonacotra et leurs loyers, alors qu'ils sont financés par les immigrés eux-mêmes via le F.A.S., sans parler de l'offense des voiles islamiques qui n'a pris une ampleur démesurée qu'en raison de l'hostilité envers les immigrés.

Les immigrés sont une population essentiellement prolétarienne: selon les enquêtes sociologiques 79% de la population active immigrée se range dans la catégorie "ouvrier". La bourgeoisie française a une longue habitude de recourir à des travailleurs étrangers et une longue pratique de l'utilisation du racisme pour paralyser la classe ouvrière. C'est même une caractéristique de l'impérialisme en général.

Les organisations réformistes, exprimant les intérêts corporatistes de l'aristocratie ouvrière se sont toujours faites les agents des divisions racistes (comme des autres divisions).

Aujourd'hui, indissolublement liées à l'impérialisme elles ne peuvent que contribuer à l'enracinement de ces divisions, qu'elles approuvent la loi Joxe comme la CFDT, ou qu'elles la condamnent comme le PCF, qui doit bien jouer son rôle d'opposition de gauche sans le PS.

Au contraire les révolutionnaires et les travailleurs conscients doivent mettre au centre de leur activité la lutte pour l'égalité réelle et la solidarité entre prolétaires français et immigrés ("réguliers" ou "clandestins"), la lutte contre le contrôle de l'immigration, parce que c'est une nécessité pour l'union entre travailleurs de toutes nationalités.

Et l'union entre prolétaires de tous les pays est indispensable au succès de la lutte ouvrière ici comme à l'échelle internationale.

POUR L'UNIFICATION DE LA  
CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE

(extrait de la brochure "Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration", 1979)

Le noeud de la question est la lutte contre le contrôle de l'immigration, source principale de l'oppression insupportable pesant sur la partie immigrée de la classe ouvrière. La lutte pour l'égalité totale des droits - sociaux, syndicaux, politiques - entre travailleurs lui est indissolublement liée.

Il en découle la nécessité de lutter contre toutes les restrictions mises à la liberté de circulation des travailleurs, contre tout statut spécial de l'immigration, et, dans l'immédiat, pour l'abrogation de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail, de logement, etc., pour le renouvellement automatique des cartes de séjour, pour la régularisation de tous les sans-papiers, contre les refoulements et expulsions, pour l'abolition de la législation limitant le droit d'organisation et d'activité politique des étrangers en France, sans oublier les réfugiés politiques.

Il ne s'agit ici nullement de revendiquer des idéaux intemporels, démocratiques et humanitaires comme la "liberté", "l'égalité", le "droit", etc., mais d'unir les rangs prolétariens, notamment en faisant comprendre aux ouvriers autochtones la nécessité, pour les besoins mêmes de la lutte de toute la classe ouvrière, de refuser toute situation de privilège, toute discrimination et toute manoeuvre de division de la part de la bourgeoisie.

La lutte pour la liberté de circulation et l'égalité des droits entre travailleurs nationaux et immigrés n'est nullement contradictoire avec la dénonciation du caractère illusoire et précaire, pour les prolétaires, de tout "droit" tant que dure la dictature de la bourgeoisie. La bourgeoisie n'hésite d'ailleurs jamais à violer, quand cela l'intéresse, sa propre loi, et l'exemple de l'oppression - légale et illégale - qui s'exerce sur les travailleurs immigrés en est d'ailleurs le meilleur exemple. "Qui a la force a le droit". C'est bien pourquoi, contrairement à ce que prétendent les démocrates, aucun "droit", sous le pouvoir du capital, ne donnera jamais aux prolétaires, immigrés ou non, une prétendue "égalité" avec les exploités bourgeois.

Par contre le pouvoir prolétarien reconnaîtra l'égalité totale des droits à tous les travailleurs indépendamment de leur nationalité et les enlèvera aux classes exploiteuses, précisément parce que, en tant que dictature ouverte du prolétariat, il n'a pas d'autre chemin que sa propre unité internationale contre la bourgeoisie et la mise hors-la-loi de celle-ci, comme voie de passage vers la société sans classes.

## ENTRE BONZES !

"L'HUMANITE" du 3 octobre, sous le titre "Entre syndicalistes" relate une rencontre entre la CGT et des syndicalistes d'URSS. Au cours de l'échange les bonzes soviétiques ont reconnu, sans rire, qu'ils devaient "changer leurs méthodes". En effet "auparavant les syndicats s'occupaient avant tout de la production et de l'organisation du travail"(sic) et maintenant "nous devons concentrer notre action sur la défense des droits des travailleurs"(1). Défendre les travailleurs, quelle révolution pour des syndicalistes ! Mais selon nos bonzes, ce ne serait pas impossible; "Là où les syndicats défendent les travailleurs, ils dirigeaient eux-mêmes le mouvement et ont été élus à la tête des comités de grève" explique l'un d'eux à propos de la grève des mineurs; "ailleurs, les travailleurs ne faisaient pas confiance aux responsables syndicaux". Cet "ailleurs" pudiquement concédé devait être assez répandu, si l'on en croit les remontrances des dirigeants du P.C.U.S. contre les syndicats, accusés d'être complètement coupés des travailleurs, et donc incapables de prévenir la vague de grèves: 7 millions de journées de travail perdues pour fait de grève depuis le début de l'année, dont 2,3 millions pour le seul mois de septembre, donc en dehors de la grande vague de grèves de l'été. C'est l'incapacité des syndicats officiels à endiguer le mouvement revendicatif qui a contraint les autorités à élaborer une loi très restrictive sur le droit de grève, avec l'inconvénient de démontrer un peu plus la nature anti-ouvrière de l'Etat soviétique, "pérestroïka" ou pas.

Pour faire la preuve que les syndicats officiels évoluent, nos bonzes ont affirmé que "plusieurs" responsables ont dû démissionner "devant les critiques de la base"... dans le

syndicat des pêcheurs, et même qu'un "processus analogue" est en cours "dans le secteur de la chimie". De plus, "le syndicat des mineurs a réclamé la tenue d'un congrès extraordinaire". Le bilan de la rénovation est maigre; surtout, cette rénovation n'est qu'une manoeuvre du pouvoir, comme on peut en juger dans le cas du syndicat des mineurs (malheureusement aucune information sur le syndicat des pêcheurs n'a filtré jusqu'à nous).

Pour éviter la création d'une organisation autonome des mineurs, les autorités ont encouragé les représentants des comités de grève à participer à une réunion de la Direction du syndicat en septembre, avec autant de voix que les bureaucrates (97 de part et d'autre, sur un total de 199, les 5 restantes étant celles des députés du syndicat au Parlement). Les représentants des comités de grève ont demandé à cette occasion la convocation d'un congrès extraordinaire dans le but de purger les bureaucrates et de réorganiser toute la structure du syndicat, déclarée "sans aucune utilité pour les travailleurs" dans son état actuel.

Cette orientation qui vise à réorganiser le syndicat officiel n'est pas partagée par tous; nombreux sont les comités qui estiment nécessaire de constituer une organisation totalement indépendante de l'appareil d'Etat et de l'appareil syndical officiel; De telles organisations commencent à voir le jour ici et là; à la mi-septembre un appel a été lancé pour la tenue d'un "Congrès ouvrier" de toutes les unions ouvrières, comités de grève, syndicats indépendants, clubs ouvriers, etc., indépendamment des organisations officielles.

Organisation indépendante des travailleurs ! Nos bonzes soviétiques n'en ont sans doute pas soufflé mot pour ne pas effrayer leur collègue Krasucki. Et celui-ci a pu leur expliquer "la pratique démocratique de la CGT dans la conduite des luttes", c'est-à-dire comment faire pour stériliser démocratiquement les luttes.

Mais il n'est pas sûr que les tuyaux de Krasucki suffisent pour redorer le blason de syndicats que leur rôle pendant des décennies au service "de la production et de l'organisation du travail", donc leur rôle d'auxiliaire ouvert de l'exploitation capitaliste en fait clairement des adversaires des travailleurs. Selon la "Komsomolskaya Pravda", il y aurait eu de 1980 à 1988, près de 10 000 morts dans les mines soviétiques, soit 1110 par an ! Autant de victimes que de soldats morts dans la guerre d'Afghanistan. La production capitaliste est une guerre contre les prolétaires. Et dans cette guerre, les bonzes soviétiques avouent eux-mêmes que les syndicats n'étaient pas du côté des travailleurs. Appendices de l'Etat capitaliste, ils seront détruits en même temps que celui-ci.

(1) Un des bonzes soviétiques a déclaré qu'il n'y a que 6000 chômeurs en URSS. Mais un autre membre de la délégation a mangé le morceau en estimant à "plusieurs centaines de milliers" les chômeurs en Asie centrale, et à "200 000" à Moscou (selon Eltsine). "L'Humanité", embarrassée, évoque des "différences dans la définition même du chômage". Qu'est-ce qu'un chômeur ? Apparemment les bonzes n'ont pas résolu la question - on a beau être syndicaliste, on n'est pas au courant de tout ! - et pour être défendus, les chômeurs devront sans doute attendre ...

No d'inscription à la commission paritaire de presse. 52926 Directeur-gérant: Dessus  
Versements: timbres-poste, mandat ou chèque à l'ordre de Dessus.  
Abonnement au "PROLETAIRE": 50 FF/200 FB/30 FS/2000 LI  
Abonnement de soutien: 100 FF/400 FB/60 FS/4000 LI  
"PROGRAMME COMMUNISTE" (revue théorique), le numéro: 25 FF/10 FS/140 FB/5000 LI/E3/10 DM/Amérique latine: US \$ 4/ USA et CDN: US \$ 4/3500PTS  
Abonnement: le prix de 4 No. Abonnement de soutien: 200FF/80FS/80 OOLI/1000FB/ USA et CDN: US \$ 35/ Amérique latine: US \$ 8/ E25/80DM/3500PTS  
"IL COMUNISTA", le numéro: 2000LI/10FF/40FB/5FS  
Abonnement: 18000LI/60FF/240FB/35FS  
Abonnement de soutien 30 OOLI/125FF/500FB/70FS  
IMPRIME PAR NOS SOINS

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:  
Editions Programme, 17, rue René  
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:  
Editions Programme 12 rue du Pont  
1003 LAUSANNE

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e et 4e listes 1989

Noisy: 150,00 / Paris: 1500,00 / A.B.: 600,00 / Roger: 350,00 / Lyon: 30,00 / Yvon: 200,00 / Hervé: 130,00 / un groupe de camarades: 1000,00 / lecteur: 8,00 / Caen: 50,00  
Total listes 3 et 4: 4015,00. Total général 1989: 6770,00 F.

# CORRESPONDANCES

## CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

Aux Chantiers de l'Atlantique l'action pour la revendication d'une augmentation de salaire de 1500 F pour tous a commencé au début de septembre. Pendant plusieurs semaines cette action a pris la forme de débrayages tournants. Mais de plus en plus d'ouvriers étaient mécontents de cette forme de lutte: "On va se faire avoir comme des bleus. Les débrayages tournants c'est du pipeau et ça doit bien faire rigoler le patron". "Ouest-France" rapportait ces propos de travailleurs sous le titre "La base s'impatient". Les syndicats ont du forcer donc le ton pour ne pas risquer de perdre le contrôle du mouvement. De son côté, la Direction a assigné en référé 10 délégués syndicaux pour entrave au travail sur le paquebot "Nordic Empress" en invoquant des risques pour la sécurité (après des coupures de vannes d'alimentation en fluides du bateau). Le tribunal a habilement évité d'ordonner la libération des abords du bateau dans l'immédiat, tout en en laissant planer clairement la menace, si ces actions continuent ou se durcissent: "Le droit de grève est un droit constitutionnel... toutefois l'exercice de ce droit peut devenir illicite lorsqu'il porte atteinte aux droits des salariés non grévistes d'exercer leur activité professionnelle ou lorsqu'il compromet la sécurité des personnes et des biens. Tel est le cas lorsque, par un blocage de l'accès à un navire en construction et par des coupures intermittentes de fluides... des grévistes compromettent les conditions normales de sécurité à bord d'un bateau" (extraits des attendus de l'arrêt). "Ouest-France" traduit en clair: "le juge incite les syndicats à ne plus laisser leur base les déborder par des actions incontrôlées et dangereuses" (10/10/89). Message reçu 5 sur 5 par la CFDT qui dans un communiqué déclare avoir "plutôt bien accueilli" ce jugement.

En ce qui concerne la sécurité aux chantiers la préoccupation de l'actuelle direction est savoureuse. Depuis l'après-guerre, il y a bien dû y avoir plusieurs dizaines de morts du fait de l'incurie de la Direction alliée à sa rapacité capitaliste. Trois exemples anciens:

- En 1955 Emile Marquet, ouvrier gréviste, est écrasé par la grille d'entrée

du chantier de la Loire, les CRS poussant de leur côté et l'ayant fait tomber. Dix-huit mois plus tard, un gars passe avec son fenwick à proximité de la grille qui tombe toute seule sans qu'elle fut touchée. Il en profita pour mourir. La grille datait du siècle dernier.

- Voici bien une quinzaine d'années, peut-être plus, à la Mécanique, un ouvrier est tué par la projection d'une pièce sur un tour: touché à la tête, tué sur le coup. La pièce était beaucoup trop lourde pour le type de tour.

De plus depuis une semaine il travaillait avec un chronométrateur sur le dos; Cela ressemble à un meurtre par "imprudence" (?)... avec préméditation: le terrorisme quotidien du capital.

- Dans la même période, deux ouvriers sont tués par la chute d'un élément de proue d'une masse de 17 tonnes, retenue par une grue d'une portée de 5 tonnes.

A 5 minutes près, c'était la sortie d'une équipe de plusieurs dizaines d'ouvriers pour le casse-croûte: la catastrophe. Bah! deux petites catastrophes personnelles et deux familles endeuillées (et indemnisées). Donc: pour les syndicats appel à un débrayage qui fut général d'un quart d'heure. En général les travailleurs trouvaient que c'était pas beaucoup! L.O. avait diffusé un tract: Combien de victimes pour une grève d'une journée? Vous faites le calcul, vous trouvez exactement = 64. Quand je disais qu'il ne s'agissait que de deux malheureuses petites catastrophes individuelles...

Rien qu'en 88 il ya eu aux Chantiers 306 accidents ayant nécessité un arrêt de travail.

En début de cette semaine plusieurs débrayages de plus de 2000 personnes ont eu lieu. Mais les syndicats, plus sensibles à la pression de la direction qu'à celle des travailleurs, répugnent à engager l'épreuve de force; le 11 ils proposaient des débrayages secteur par secteur, toutes les demi-heures, et pour la matinée, sous prétexte de garder des forces pour la suite...

Mais ce n'est qu'en engageant une lutte réelle, donc en bloquant la production malgré les menaces que les travailleurs pourront se donner les moyens de vaincre.

Le 12/10/89.



## RUFA: HALTE A LA REPRESSION!

Nous avons déjà parlé dans le n° précédent du "Prolétaire" de la grève à l'entreprise RUFA de Caen. Un comité anti-répression s'est constitué; il nous a fait parvenir la "Déclaration" suivante:

Le 14 novembre 1988, des travailleurs de RUFA entraient en grève. L'intransigeance de la direction et son refus de négocier entraînent ces travailleurs dans la plus longue grève qu'aït connue notre région. Le courage et la détermination des grévistes furent à l'origine d'un large soutien populaire: la lutte des Rufa devenait le symbole de la lutte de l'ensemble des travailleurs de la région.

Le mercredi 1er mars, après réception d'une quarantaine de lettres de licenciement s'ajoutant au refus de négocier de la direction, aux provocations patronales et policières (organisation d'une manifestation anti-gréviste, provocations nocturnes envers les piquets de grève, soutien de la chambre patronale du bâtiment à Rufa, évacuation

musclée des grévistes de la Direction du Travail par la police), une assemblée générale des grévistes était organisée.

Sur proposition de la CGT et à l'unanimité, les grévistes, soutenus par la CGT, la CFDT, la CNT et le collectif de NON-SYNDIQUES, décidaient un durcissement de l'action en occupant par tous les moyens le siège de l'entreprise Rufa.

Le jeudi 2 mars, une quarantaine de manifestants composés de grévistes, de sympathisants (travailleurs passant aux piquets de grève et participant aux actions des grévistes), de la CGT, de la CNT et de la CFDT pénètrent dans les bureaux de Rufa après une brève bousculade avec quelques agents de police voulant s'opposer à cette action (utilisation injustifiée de gaz lacrymogène).

Deux mois après cette action, un travailleur d'une entreprise de l'agglomération ayant apporté son soutien régulier aux grévistes de chez Rufa, s'est vu, à la surprise générale, inculpé pour coups et blessures volontaires.

### AUJOURD'HUI:

-une pétition est signée par les participants à l'occupation des bureaux RUFA. Les signataires affirment que le travailleur inculpé était absent lors de cette initiative; ils assument collectivement l'entière responsabilité des faits qui se sont prétendument déroulés lors de cette action de lutte et ils demandent en conséquence à être inculpés à la place du travailleur injustement poursuivi.

-un comité anti-répression Rufa s'est constitué pour lutter contre l'inculpation d'un travailleur et contre les poursuites engagées à l'encontre des 2 travailleurs non-syndiqués licenciés de chez Rufa.

La répression vise trois travailleurs combattifs et non protégés. Cette répression présente contre des travailleurs combattifs n'est pas un cas isolé en France.

Aujourd'hui, en France, les travailleurs qui s'opposent quotidiennement à l'exploitation, au consensus droite-gauche, et qui sont porteurs d'une volonté de réel changement, se voient réprimer systématiquement.

Pour rejoindre le comité:  
Comité anti-répression Rufa, BP 2010, 14019 CAEN cedex

Pour soutenir financièrement, adresser des chèques à l'adresse du comité, à l'ordre de: CEDIC

SEPTEMBRE 1989

## A PROPOS DE LA GREVE A LA COMATEC

Nous publions ci-dessous une correspondance d'un lecteur, militant à la CNT (de tendance syndicaliste libertaire), à propos de la grève de la COMATEC en février dernier, déclenchée par les nettoyeurs du métro avec comme revendication principale l'augmentation des salaires à 5'500 francs nets.

Si nous revenons, après notre article dans le no 400 du journal, sur cette grève, c'est qu'elle a montré une grande détermination face à toutes les mesures prises par la COMATEC pour la briser (licenciements, intervention des flics, des nervis professionnels et des chiens contre les grévistes...) et que même à son échelle et malgré son isolement, plusieurs leçons peuvent en être tirées.

L'organisation des travailleurs en comité de grève leur a permis de conserver leur unité malgré toute les pressions et d'organiser, avec peu de moyen, leur lutte de manière efficace.

Au bout de leur lutte, comme le rappelle notre correspondant, les grévistes ont obtenu le relèvement des salaires de 4'500 à 5'150 francs. La levée des sanctions, l'embauche de 35 employés affectés au nettoyage des grafitis.

Mais une ombre au tableau que le rapport de force ne pouvait éliminer: la COMATEC s'est engagée auprès de la RATP à réduire encore le nombre des travailleurs du nettoyage. Le protocole de fin de grève fait référence à cet accord en précisant que la réduction du nombre de place de travail "doit aboutir à un nombre de 826 emplois au 1er janvier 1985." (...) Les réductions d'emplois, "chiffrées à une soixantaine par an, ne seront effectives que lors de la mise en place de la modernisation des techniques et de l'organisation du travail, avec les investissements corrélatifs qui s'avèreraient nécessaires".

Les licenciements et les pressions sur les travailleurs vont donc se poursuivre, et l'emploi de travailleur précaires restera un des moyens de la COMATEC d'exercer cette pression sur les fixes.

La lutte pour la défense de l'emploi et pour l'embauche des précaires au statut de fixe doit donc plus que jamais se poursuivre.

Notre correspondant fait allusion dans sa lettre aux critiques de Révolution Internationale contre la CNT, coupable selon elle d'avoir courtisé la section CFDT pour un vulgaire strapontin.

Là où il y a des ouvriers qui luttent pour défendre leurs conditions de vie immédiates, luttes limitées mais nécessaires à l'expérience et au renforcement de la lutte de classe, RI ne voit que des pantins s'agitant inutilement. Là où des militants de la base syndicale, et d'étiquettes syndicales diverses, s'efforcent de souder et d'organiser la lutte, elle ne voit que luttes de sous-fiffres d'appareils, de petits bonzes. Il n'y a rien de nouveau au fait qu'elle ne puisse distinguer entre la critique politique de telle ou telle organisation ou petit groupe syndical, CFDT et CNT en l'occurrence, et le jugement que l'on peut porter sur le comportement dans une grève de telle ou telle section syndicale, de tel ou tel militant syndical.

RI, par principe, ne se pâme que devant la "spontanéité" des prolétaires, oubliant que la volonté collective de lutte n'est, parvenue à maturité, qu'une bulle de savon qui ne tarde pas à éclater si les prolétaires ne sont pas organisés, même de manière imparfaite et en trainant des illusions. Notre correspondant, dont nous n'avons à priori pas raison de mettre en doute la sincérité et la véracité de son récit, explique clairement que la section de la CFDT de COMATEC a été désapprouvée par

sa centrale. Les choses ne sont donc peu être pas si simple! Quant au rôle de la CNT, la grève des nettoyeurs du métro n'est pas à lier à la critique politique du syndicalisme révolutionnaire. Il n'y a rien de fondamental à reprocher aux militants de la CNT dans cette grève. Sur le plan de la lutte immédiate on doit agir avec des rapports de force qui ne sont pas, et rarement même, ce que l'on voudrait. Mais RI ne conçoit la lutte immédiate que comme "pur classe" ou rien!

Au lieu de se limiter à couler du fiel sur la grève et son mode d'organisation, il vaudrait mieux mettre en évidence que les travailleurs ont choisi le seul mode d'organisation qui puisse diriger la lutte dans un sens classiste, même si le comité de grève n'est pas en soi une garantie contre la dégénérescence. Les grévistes se sont organisés en comité de grève c'est cela l'important par rapport aux luttes où chaque direction syndicale tente de ligoter l'action de classe et où les bien-pensants de "l'unité" ne trouvent rien de mieux que l'intersyndicale comme solution!

Mais arrêtons-nous là. car il y aurait trop à dire sur la stratégie paraplégique de RI en matière de lutte de classe.

\* \* \*

CORRESPONDANCE  
HISTORIQUE ET BILAN  
GREVE A LA COMATEC

Le propos de cet article est, d'une part de compléter les informations parues dans "le prolétaire" no 400, février-mars-avril 1989, et d'autre part, de répondre aux articles parus sur le sujet dans "Partisans" no 41, mai 1989, et "Révolution Internationale" no 178, avril 1989.

Comme dans les précédents conflits menés par les travailleurs du métro, un comité de grève a été constitué dès le départ, et les revendications ont été immédiatement fixées:

- Annulation des sanctions,
- Amélioration des conditions de travail,
- Embauche immédiate de tous les précaires,
- Augmentation des salaires (5'500 frs nets, NDRL) et revalorisation de la prime de nuit,
- Arrêt des mutations d'office.

Les quelques 400 précaires contribuent à atténuer au début les effets d'un mouvement largement majoritaire, mais les conditions de travail imposées aux intérimaires sont tellement déplorable que la société BIS, peu suspecte de philanthropisme, diffuse une note, le 24 février 1989, rappelant à ses intérimaires qu'ils ne doivent pas remplacer un salarié en grève et qu'ils ne doivent pas effectuer d'heures supplémentaires.

Malgré les interventions auprès de l'inspection du travail qui n'a pu que constater que de nouveaux intérimaires travaillaient à la place des grévistes, protégés par des vigiles, aucune pression réelle n'a été exercée sur la COMATEC.

Tous les jours, l'assemblée générale qui regroupe 250 à 400 personnes prend les décisions, sur propositions du comité de grève, qui organise, par ailleurs, les actions dans le métro:

- Passage dans les stations de la RATP pour étendre le mouvement,
- Mise au point de la riposte face à une direction de choc,

## COMATEC

-Action pour contraindre l'inspection du travail à intervenir contre l'embauche d'intérimaires pour briser la grève.

Face à l'intransigeance de la direction, les nettoyeurs sont contraints de resalir les stations. Ils ne comprennent pas qu'on leur refuse le droit de grève, que de nouveaux intérimaires travaillent, encadrés par des vigiles (contrairement à l'habitude, il y a beaucoup de français), et que la police charge... Les détrités ne sont pas répandus n'importe comment: tout ce qui peut être dangereux est retiré et remis dans les poubelles.

Les travailleurs de la COMATEC ont su faire face à toutes les tentatives de division, tant de la direction que des syndicats réformistes.

La grève a débuté à l'appel de la section CFDT, bientôt rejointe par la section CNT, présente depuis quelques semaines dans l'entreprise (tract local reprenant les revendications, tract de popularisation, en français et en arabe, en direction des travailleurs-usagers, solidarité financière, etc).

La CFDT désavouera ensuite sa section locale. Par ailleurs, bien que des militants et des adhérents de la CGT et de FO participent au conflit à titre individuel, ces syndicats n'appelleront pas à la grève. La CGT ira même, par la suite, jusqu'à contester par voie judiciaire, la représentativité de la CNT dans l'entreprise, à l'instar de la direction de la COMATEC, toutes deux curieusement représentées par le même avocat.

Le conflit s'est terminé victorieusement par la satisfaction de toutes les revendications avancées par le comité de grève. L'unité manifestée par les travailleurs en lutte se prolonge au-delà du conflit, de même la méfiance à l'égard des bonzes syndicaux.

Comme le note justement "Partisan", cette victoire est fragile et la plus grande vigilance est nécessaire pour en préserver les acquis, mais l'analyse développée, à savoir que la précarité et le chômage sont "toujours suspendus au-dessus de la tête des travailleurs", est défaitiste et démobilisatrice. Ne faisons pas l'injure aux travailleurs de la COMATEC de les prendre pour des imbéciles. S'ils nourrissaient quelque

illusion sur le sujet, ce qui reste à démontrer, le déroulement du conflit leur aura été. L'élément le plus important à tirer du bilan de ce conflit, pour un communiste, est moins la satisfaction des revendications que la naissance et le renforcement de l'unité des travailleurs.

Contrairement à ce qu'écrit "Révolution Internationale", la présence de la CNT au sein du comité de grève n'a pas été tolérée par la CFDT mais imposée par les travailleurs. Voilà une "caution démocratique" dont elle se serait bien passée. S'il est vrai que le conflit est resté isolé, c'est simplement que les faibles moyens de la CNT, partie prenante du conflit, joints aux faibles moyens des militants de base de la CFDT, n'étaient pas suffisants pour briser la chape de plomb érigée par la bourgeoisie et ses agents au sein du prolétariat.

Pour le reste, la crapulerie du rédacteur de l'article ne cède le pas qu'à son ignorance du déroulement réel du conflit. Le déversement des détrités dans les stations du métro est une méthode d'action qui a été décidée par les travailleurs eux-mêmes, avec le plein soutien de la CNT (RI accuse

cette action d'être une "action commando" du style CGT, pour détourner la grève de ses objectifs, NDRL).

Si on suit le raisonnement de RI, il ne faut surtout pas mener de luttes, ou les mener en restant bien dans le cadre bourgeois, sous peine d'encourir les foudres de la bourgeoisie et de sa police ou d'indisposer la sacrosainte "opinion publique" (RI reproche que le déversement des détrités à "conduit les grévistes à des affrontements sévères avec les non-grévistes et avec la police", NDRL). En d'autres termes, il faut demander sa permission au bourgeois pour lui botter le cul! Curieuse conception de la lutte de classe!

Pour conclure, la CNT, quoiqu'on puisse penser de l'idéologie qu'elle développe, variable d'une région à l'autre, bénéficie de la confiance des travailleurs de la COMATEC, confiance acquise au cours de la lutte. La section locale comprend une cinquantaine d'adhérents sur 1200 employés (ce qui représente un peu plus de 4% de l'effectif total et un peu plus de 6% des 800 titulaires) et de nombreux sympathisants.

A la COMATEC, rien ne sera plus comme avant!

# NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

## VIVE LA GREVE DES MINEURS AMERICAINS

Les mineurs de Pittston (Virginie du Sud) sont en grève. Celle-ci était en préparation depuis la fin de 1987, date où la compagnie a refusé des augmentations de salaire. Les patrons ont eux-aussi préparé la grève en embauchant à partir de l'année dernière des vigiles de "Vance Security" (du nom de son patron, un ancien des services secrets). Les mineurs de Pittston ne sont que 1700, mais en solidarité avec eux, 30'000 mineurs ont déclenché des grèves sauvages ("Wildcats") en Virginie, Kentucky, Tennessee, Indiana, Illinois et Pennsylvanie, malgré l'opposition du syndicat qui a accepté des clauses anti-grève dans les contrats collectifs. Les patrons ont eu recours à la justice, à la police, aux troupes fédérales et aux vigiles pour faire lever les piquets de grève et assurer la circulation du charbon: il y a déjà eu 4,5 millions de dollars d'amende contre le syndicat, 2'500 arrestations, 400 soldats fédéraux protègent les mines. Les mineurs font cependant leur possible pour bloquer l'activité des mines. Un quotidien anglais écrit: "Dans les verdoyantes vallées du sud-ouest de la Virginie, vous pouvez croire qu'une guerre est en cours, parce que tous les gens que vous voyez sont en uniforme. Les hommes et les femmes en grève depuis avril des mines Pittston portent des tenues de camouflage et leurs enfants aussi. Les gens de la sécurité embauchés par Pittston portent des survêtements bleus et les troupes de l'Etat sont habillées comme les troupes de l'Etat. "Je vais vous dire pourquoi les gars sont habillés comme ça" nous dit un supporter local de la grève; "d'abord si vous avez 3 ou 400 mineurs à l'entrée de la mine et que quelqu'un lance des clous, les soldats ne pourront jamais savoir qui a lancé; ensuite vous pouvez vous planquer dans les bois, ce qui aide pas mal" (...). Des arbres sont abattus en travers de la route. Des chauffeurs non-grévistes ont été rossés, un camion de charbon a essuyé les tirs d'armes légères le 9 juin. Le 26 juin un cocktail-molotov a détruit le pick-up du superviseur de la mine. De leur côté, 9 mineurs ont fini à l'hôpital, l'un blessé par balle, les autres renversés par des véhicules (1).

Au début juillet, les grévistes avaient planté 350 croix blanches dans le jardin du patron des mines, une croix par mort sous-terre dans le gisement de la Pittston (2).

Cette lutte des mineurs n'est pas un phénomène isolé car des grèves importantes ont eu lieu aux USA dans ces derniers mois. Le quotidien britannique cité écrit que "cette bataille fait craindre à certains un renouveau de militantisme parmi les travailleurs américains après les humiliations de l'époque Reagan". On peut en trouver une confirmation dans le déclenchement début octobre, d'une grève illimitée, après un vote à 85% en faveur de la grève, des 57'000 travailleurs de Boeing.

## EN GRANDE-BRETAGNE

Après l'abolition du "National Dock Labour Scheme", un système en vigueur depuis la fin de la guerre, qui en fait garantissait la sécurité de l'emploi aux 9400 dockers titulaires (sur

14'000 existant), plusieurs grèves ont eu lieu. Des grèves sauvages ("wildcats") ont éclaté à Bristol, Tilbury, Lowesoft, bien que ces mouvements soient illégaux, et bien que le syndicat ait appelé à reprendre le travail et à attendre les résultats des procédures judiciaires.

A partir de la mi-juin, les cheminots et les employés du métro ont fait grève pendant près d'un mois et demi. Au bout de six semaines, les cheminots - catégorie de travailleurs parmi les moins bien payés - ont obtenu des augmentations de salaire de 8,6%, à peine supérieure à l'inflation (8,5% officiellement).

L'intransigeance de la direction - appuyée par le gouvernement - s'explique par les plans de privatisation des "British Railways" qui doit donc aux investisseurs la perspective de juteux profits. Le bilan des "B.R." fait apparaître une amélioration de 75% par rapport à celui de l'année précédente, mais selon Thatcher "pour être attrayant pour les investisseurs privés le bilan des B.R. devra à l'avenir être encore plus bénéficiaire".

Au cours de cet "été du mécontentement" de nombreuses autres grèves ont eu lieu, comme parmi les employés des administrations locales pour la défense des conventions collectives que le gouvernement cherche à remplacer par les conventions locales et d'entreprise.

## EN AFRIQUE DU SUD

En Afrique du Sud, une série de grèves sauvages dans l'automobile a intéressé 15'000 travailleurs. La grève a touché les usines Toyota de Durban et Johannesburg, l'usine Volkswagen d'Uitenhage et l'entreprise Samcor de Pretoria. La grève a été lancée par le syndicat NUMSA chez Toyota à Durban pour des augmentations de salaire et l'amélioration des conditions de travail. La direction de Toyota a réagi durement: recours aux tribunaux contre la grève jugée illégale selon le "Labour relations amendment act", promulgué l'année dernière. Les tribunaux ont ordonné la reprise du travail. Mais au lieu de se terminer, la grève a continué et s'est étendue. Les patrons de Toyota ont alors purement licenciés les 3'500 grévistes. Les autres entreprises en ont profité pour casser la grève chez eux, avec la menace implicite de faire comme chez Toyota.

## EN YOUGOSLAVIE

Au début septembre, une vague de grève a secoué la Yougoslavie pour la défense des salaires: le taux d'inflation tourne autour des 1'000% par an!!! La presse a rapporté des grèves dans les écoles et les hôpitaux à Lukavac (Bosnie-Herzégovine), à Djakovo (Slovénie), Alexandrovac et Krusevac (Serbie), à Vrosevac (Kosovo).

## REPRESSION ANTI-OUVRIERE EN INDE

Des mouvements de grève touchent la firme automobile Talco (dans la ville de Pune) depuis le mois de mai. Talco fait partie du groupe Tata, un des plus importants groupes capitalistes

privés indiens. Talco emploie 8'500 ouvriers à Pune et produit surtout des autobus et des camions. Il s'agit de l'usine la plus importante sur la côte Ouest de l'Inde. Les grévistes demandent des augmentations de salaire.

Pour briser cette grève combative la direction de Talco n'a pas hésité à recourir aux grands moyens. Avec le plein accord du premier ministre indien Rajiv Gandhi, la police a arrêté pas moins de 3'000 travailleurs de l'usine! Ils sont accusés de s'être réunis illégalement et d'avoir essayé de se suicider: les 3000 travailleurs avaient entamé, fin septembre, une grève de la faim depuis 10 jours avant d'être arrêtés. La direction refuse de reconnaître l'organisation syndicale existante, que la police accuse de meurtre.

La direction a mis sur pied un syndicat maison avec lequel elle a "négocié" un accord. Elle proclame que la grève se termine et que déjà 2'000 ouvriers auraient repris le travail.

Cet épisode de la lutte de classe - complètement passé sous silence par les médias - n'est qu'un des exemples récents de la combativité de la classe ouvrière indienne. Il démontre le vrai visage de la "plus grande démocratie du monde": exploitation et répression de la classe ouvrière, le même visage que tous les pays capitalistes de la planète, "démocratique" ou non.

## AU MEXIQUE

Le 21 octobre, un entrefilet dans la presse nous apprend la fin de la grève dans les mines de cuivre de la Compagnie de Cananea (Etat de Sonora) et la fin de la grève de l'usine sidérurgique Sicartsa de Lazaro Cardenas (Etat de Michoacan).

Les mineurs de la Cananea réclamaient une augmentation de salaire de 330% correspondant à l'inflation galopante. Ils avaient rejeté un premier accord passé entre le syndicat et le ministère du travail. Mais sous la menace de perdre leur emploi (le gouvernement avait déclaré l'entreprise en faillite le 20 août), ils ont dû accepter finalement un accord qui ne prévoit qu'une augmentation de salaire de 23% et de plus aggrave les conditions de travail et prévoit le licenciement de 650 mineurs sur 3'500.

A la Sicartsa, la fin de la grève, commencée le 23 août, a été votée par 1724 voix contre 962. L'accord prévoit une augmentation de salaire de 32% et le paiement à 50% des jours de grève, un salaire minimum de 100'000 pesos (400 FF environ). Les résultats ne sont pas extraordinaires, eu égard au rythme de l'inflation. Ils le sont encore moins lorsqu'on sait que l'accord prévoit la perte de 1119 emplois sur un total de 5400 travailleurs.

## EN TURQUIE

20'000 sidérurgistes étaient en grève depuis 125 jours lorsque un tribunal d'Ankara a ordonné le 5 septembre la fin de la grève, en s'appuyant sur la législa-

tion mise en place au début des années 80 par la dictature militaire et que la toute nouvelle "démocratie" a soigneusement conservée. Les travailleurs des complexes sidérurgiques nationalisés Karabuk et Iskenderun réclament un salaire de 500'000 livres turques (environ 1'400 FF) au lieu de 140'000 actuellement (l'inflation est officiellement de 75%). Cette grève est particulièrement sévère pour l'économie du pays car elle oblige à importer de l'acier de l'étranger. Elle aurait déjà coûté 200 milliards de livres turques.

( Suite en page 6 )

- (1) "Financial Times" 10 juillet 89  
(2) "La Repubblica" 19 juillet 89

## IL COMUNISTA

### SOMMAIRE DU NUMERO 19 SEPTEMBRE-OCTOBRE 1989

- La "grande distensione" premessa dei futuri e insanabili contrasti interimperialistici
- Dalle miniere un solo grido: Zabastovka, sciopero!
- Le lotte operaie in aumento nel mondo
- Dall'Argentina: La lotta di classe antiborghese indomabile riprende
- La Rivoluzione francese e gli inizi del movimento operaio (II)
- Le rivoluzioni "popolari" e la rivoluzione socialista
- Riunioni internazionali
- A Milano, magistratura e comuna hanno avuto un'idea: con poliziotte e ruspe cancelliamo il "Leoncavallo"
- Lettere al giornale

## il comunista

organo del partito comunista internazionale

La "grande distensione" premessa dei futuri e insanabili contrasti interimperialistici

Le lotte operaie in aumento nel mondo

Dalle miniere un solo grido: Zabastovka, sciopero!

La Rivoluzione francese e gli inizi del movimento operaio (II)

Le rivoluzioni "popolari" e la rivoluzione socialista

Riunioni internazionali

A Milano, magistratura e comuna hanno avuto un'idea: con poliziotte e ruspe cancelliamo il "Leoncavallo"

Lettere al giornale



# ARGENTINE

d'initiatives communes à prendre. Les jours passent. On fait d'autres réunions, toujours sur les mêmes sujets, mais l'urgence se fait à chaque fois plus pressante. A la fin tout se précipite. "Nous devons nous organiser" dit l'un; un autre ajoute: "cela fait mille ans que la bourgeoisie est organisée, et nous, il nous faudra mille ans; mais mes enfants ont faim aujourd'hui. Je ne peux plus le supporter".

Et là, quand nous entrons dans la problématique réelle, nous devons tenir compte de tout: le programme, la politique, les délais. "Lutter pour les augmentations de salaire, d'accord, il faut le faire; mais les augmentations arriveront dieu sait quand, alors qu'il faut satisfaire nos besoins aujourd'hui"; "Et moi qui suis sans travail? une augmentation des salaires est nécessaire, mais elle ne changera rien pour moi et pour tous ceux qui ne touchent rien comme moi"; "Et pour nous qui sommes suspendus? les augmentations, nous ne les verrons que lorsque nous reprendrons le travail, s'ils nous reprennent". **Nous devons obtenir une amélioration de notre situation aujourd'hui, pas demain. Et une amélioration dans les faits, pas en paroles.**

Une heure après, la réunion se termine par des accords concrets. Et deux heures plus tard, les participants, avec leurs épouses, leurs enfants, leurs camarades de travail, leurs voisins et leurs connaissances se retrouvaient devant un dépôt alimentaire du quartier. La suite de l'histoire mérite d'être connue, parce qu'il s'agit d'un fragment de l'histoire de notre classe et de son affrontement avec le capital.

La bourgeoisie a cru qu'il y avait un plan préalable, réalisé par une gigantesque organisation clandestine, à cause de la "coordination" et des mesures prises par les "subversifs". Nous nous arrêtons sur cet exemple parce qu'il s'est répété plusieurs fois, même si c'est avec une "histoire" moins longue et moins de "préparation".

Il était clair qu'après l'attaque du dépôt, le temps et les moyens pour permettre à chacun d'emporter chez lui les marchandises seraient limités. C'est pourquoi cette expropriation n'aurait pas été suffisante ni pour les participants, ni pour ceux qui n'y avaient pas pris part, par manque de courage ou par manque d'information. Un second objectif est donc préparé quelques heures après. Un rassemblement est formé devant un supermarché et on fait savoir à la police (par l'intermédiaire de défenseurs de l'ordre et de la propriété à qui on fait croire qu'on prépare l'attaque de ce supermarché) que le pillage est imminent. La police arrive rapidement pour défendre le supermarché. Au même instant, un autre est attaqué à quelques blocs de distance. Quand la police au bout de plusieurs minutes part le protéger, le premier, resté sans protection, est attaqué. Et avec ce système, les gens s'en prennent à plusieurs reprises à des magasins déjà attaqués, mais dans lesquels restent encore des marchandises. Cet exemple est repris des dizaines de fois, avec la participation de milliers de personnes. Dans la réalité il n'y a pas eu de coordination, mais tout s'est passé comme si il y en avait eu une.

La répression et les arrestations n'arrêtaient pas le mouvement et la lutte revêt plusieurs aspects.

**Devant un dépôt.** Un peu plus d'une demi-douzaine de policiers défendent le dépôt avec des mitraillettes. Ils ont le visage masqué, selon eux à cause des gaz, mais en réalité pour ne pas être reconnus (l'histoire récente du génocide - la répression à l'époque de la dictature NDLR - et la lutte contre l'impunité sont encore fraîches). Un gamin métis, indiquant un policier qui se cache le visage avec un mouchoir, crie: "celui-là c'est Tete". "Tete, fils de pute, quand on va t'attraper, on te le fera payer" lui crie-t-on. "Et celui-là c'est Gonzales"; "Tu crèves de faim comme nous, couillon, qu'est ce que tu fais là?". C'est pire que de leur lancer une bombe. Automatiquement, la police se retire, laissant libre le passage; les policiers avisent leurs supérieurs qu'ils ne peuvent bloquer les manifestants et qu'il leur faut des renforts...

Sans doute, cela n'a été possible que dans les premiers moments et surtout le premier jour. Les autorités se rendent compte rapidement que certains postes de quartiers de la police ne pouvaient réprimer facilement dans les mêmes quartiers parce que les agents craignaient ce qui pouvait leur arriver ensuite. C'est une des raisons pour lesquelles les manifestants purent réaliser leurs attaques en évitant la répression. De plus, en dépit du fait que la police de Rosario, comme celle de Buenos Aires, est "féroce", à la gâchette facile, qu'elle n'a jamais eu de scrupules à assassiner des gens, quel que soit leur âge ou leur sexe, certains postes, pour la même raison, refusèrent d'intervenir brutalement sans un ordre écrit explicite. Ce n'est que le lendemain que le gouvernement péroniste donna l'ordre explicite de cesser de tirer avec les balles en caoutchouc et d'utiliser des munitions de guerre; il semble qu'au niveau national le gouverne-

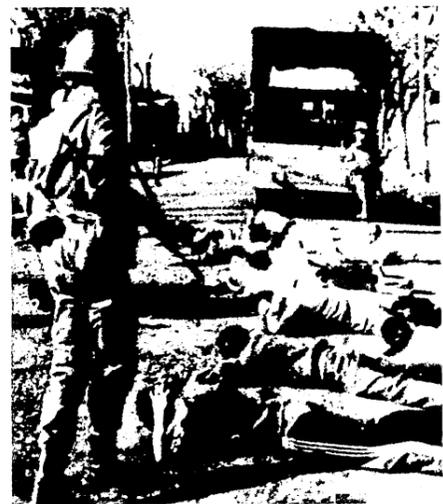
ment de l'UCR (le parti d'Alfonso-NDLR) a donné les mêmes consignes. En outre des forces de répression sont amenées des différentes villes du pays (et les propriétaires s'arment et arment leurs petites armées de tueurs).

Autre exemple de comment l'action s'est articulée dans une "villa miseria" (quartier d'habitants précaires du type des favelas brésiliennes): une sorte de kermesse populaire est organisée, "non pas ici dans le quartier, mais là dans cette rue" (devant un supermarché). Quand une bonne partie des gens du quartier fut réunie, avec une marmite, du bois pour le feu: "bon, mais où est la nourriture?". Il suffit d'un coup d'oeil. Bien plus tard, quelqu'un se rappela qu'il fallait aller chercher la marmite et la ramener dans le quartier...

Alors que les sirènes ne cessaient de retentir le matin du 29, dans quelques usines proches du lieu des événements, le travail s'arrêta de fait. Beaucoup voulaient quitter l'usine, inquiets pour leur famille ou désireux de ne pas être exclus de ce qui arrivait. Dans certaines usines, on arrêta la production et on demanda aux patrons la permission de rentrer chez soi. Et ceux-ci, épouvantés, acceptent...

(...) Le soir, des milliers d'habitants de Rosario, parcoururent les rues en discutant, en formant de petits groupes, en passant des informations ou en échangeant des marchandises. On choisit de nouveaux points d'approvisionnement. Le **gouverneur péroniste Reviglio exige du gouvernement national que l'état d'urgence soit décrété pour réprimer plus durement et sans trop d'entraves légales.** Il demande aussi, et il les obtient, des renforts de police et de gendarmerie. L'état de siège est décrété dans toute la république et les garanties constitutionnelles sont suspendues. A partir de ce moment la voie est libre pour les arrestations sans mandats ni motifs particuliers; ceci s'ajoute aux perquisitions, à l'interdiction des réunions et de la circulation des personnes, etc. sans qu'il y ait besoin d'obtenir des autorisations administratives.

Le lendemain, le 30, commence comme le précédent. Les informations indiquent que les événements de Rosario se sont répétés dans d'autres villes du pays, spécialement dans la région du Grand Buenos Aires (comme à San Miguel, Maron, Moreno, Castelar, Haedo, Villa Martini, Ciudadela, Ramos Mejia) ainsi qu'à Tucuman et dans d'autres provinces. Ce qui s'est passé à Rosario (et quand nous disons Rosario, nous pensons aussi à d'autres localités voisines) a encouragé plusieurs milliers de travailleurs, de mères de famille et de jeunes à se procurer directement leur nourriture. Ces nouvelles poussent les indécis et d'autres à descendre dans la rue, y compris les profiteurs qui sont toujours là pour tirer profit des actions des autres, pour s'emparer de marchandises afin de les revendre plus tard.



La répression devient plus dure, plus habile et plus efficace. A Rosario arrivent des troupes de police fédérale en provenance de différentes villes du pays, des troupes de gendarmerie, de police fédérale, de préfecture nationale, etc. Les deux principales forces anti-émeutes, les groupes de gendarmerie du Campo de Mayo et de Rosario, dotées d'armes sophistiquées, mettent en pratique ce à quoi elles se sont tant entraînées.

Le couvre-feu est déclaré à Rosario à partir de 18 heures: il est interdit de sortir après cette heure sous peine d'être tué par les forces de répression. Cependant ceci ne peut être appliqué dans certains quartiers dans lesquels la police est impuissante, **tout simplement parce qu'elle n'a pas encore réussi à y entrer.** Dans ces quartiers les habitants s'étaient préparés à résister ou à faire des guet-apens à la police si elle essayait de pénétrer.

Pour y faire face tout un système de services secrets, très efficace, est mis en place qui démontre à l'évidence la **faiblesse politique et idéologique du mouvement et la totale absence d'influence d'une organisation**

**révolutionnaire.** Dans les quartiers sont lâchés des provocateurs qui font circuler le bruit que les habitants du quartier voisin sont sur le point d'arriver pour s'attaquer aux habitations. Ils font croire la même chose dans le quartier adjacent. **Et la plupart des gens y croient.** Personne ne s'oppose systématiquement à cette campagne, à part quelques individus isolés qui ne réussissent pas à arrêter le cours des événements.

Et ainsi des actions qui étaient préparées sont abandonnées, non pour se défendre contre la police, mais pour se défendre contre les habitants du quartier voisin! Il suffit d'y réfléchir une minute pour se rendre compte du ridicule de la chose. Comme disait un camarade: qu'est-ce qu'ils auraient pu venir voler? Les quelques légumes qu'on faisait hier sécher au soleil? Pourtant, en raison d'une politisation syndicaliste, démocratique et nationaliste totale, le climat était tel qu'on donne crédit aux rumeurs et que "d'un mouvement irrésistible, nous nous transformons en gardiens" selon les mots d'un camarade qui, le lendemain, ne cessait de répéter: "quels idiots avons-nous été!".

On prépare des cocktails molotov, on cherche des armes, on fait des barricades

# POLOGNE APRES LES CHAINES, LA CAMISOLE DE FORCE

La Pologne, comblant le vœu des démocrates occidentaux, s'est dotée d'un gouvernement marqué principalement par le sceau de Solidarnosc. Le POUP après les élections au Sénat et à la Diète cet été, est relégué au rang de parti d'opposition et est même en voie d'éclatement ou de transformation comme le parti hongrois qui le précède dans cette voie de sociale-démocratisation des anciens partis stalinien.

Les démocrates d'ici, bourgeois traditionnels ou petite-bourgeoisie "alternative" et ex-gauchiste, ont tous salué le "renouveau de la Pologne" et apporté leur appui, conditionné ou non mais fondamental, au gouvernement du bourgeois catholique Tadeuz Mazowiecki. Le fait que les postes-clés concernant le maintien de l'ordre, l'armée et la police, aient été maintenus sous la houlette du POUP, et que les dicastères économique, social et idéologique (l'information), reviennent aux organisations de Solidarnosc ou alliées à elle, notamment grâce au rapprochement de l'UPP (parti des paysans à l'origine de sa création, mais devenu plus largement parti populiste) qui totalise 76 des 460 sièges de la Diète et du SD (parti démocrate, 27 sièges) rend totalement transparent le rôle du nouveau gouvernement.

Le capitalisme polonais, comme celui de l'ensemble des pays tristement désignés comme "communistes" par la démocratie, est pratiquement au fond du gouffre, et le prolétariat doit subir les plus dures offensives contre ses conditions de vie. Au premier semestre de l'année, l'inflation annuelle était officiellement de 80,7% et le déficit budgétaire, "planifié" à 998 milliards de zlotis, était de 3221 milliards.

Le phénomène d'inflation va se poursuivre avec d'autant plus de force que, poursuivant une politique de restrictions des subventions budgétaires sur les produits de première nécessité, les prix ont été libéralisés, provoquant des hausses du jour au lendemain du simple au double sur ces produits. Pour le prolétaire qui, après une interminable file d'attente, voit le prix du pain multiplié par deux ou plus, il n'est pas besoin de grande explication pour lui faire comprendre la nécessité de la lutte collective pour se défendre de l'inflation et de la pénurie.

A partir d'août, le lait, la viande de porc, de boeuf, de jambon, le saucisson ont augmenté de 300 à 400%, le fromage de 300%, le beurre de 70%, le sucre de 30%. Lorsque l'on sait que le salaire de misère de l'ouvrier doit être consacré pour l'essentiel à la nourriture, les effets de cette inflation à la sud-américaine sont évidents. Les prolétaires polonais, comme tous ceux de l'Est, sont accusés à des problèmes de survie. Les experts occidentaux et certains aussi de l'Est articulent même les hypothèses de famine dans cette aire du globe si l'économie ne se redresse pas.

La lutte des prolétaires polonais n'est pas une lutte de protection d'acquis suffisamment confortables pour éloigner des spectres tel celui de la faim, mais est un constant combat pour assurer au jour le jour leur subsistance. Les prolétaires polonais qui ont une longue tradition de lutte et d'organisation ne tombent pas dans le désespoir et le repli individuel mais continuent - contre l'avis de Solidarnosc et de sa suite intellectuelle et catholique - à manifester leur colère par des grèves revendiquant des augmentations importantes de salaire.

Après les augmentations des prix en août, des grèves ont éclaté dans tout le pays, provoquées par les travailleurs de la santé publique, des ponts et chaussées, de l'approvisionnement énergétique, des communications et des transports, mais aussi dans bien d'autres secteurs industriels.

et nombreux sont ceux qui passent une nuit blanche pour attendre une attaque qui, évidemment, ne vient pas. La même chose a été réalisée à Buenos Aires et dans d'autres villes, avec le même succès pour la répression. De cette façon la police put sans crainte circuler tranquillement dans les rues. Et même elle chercha à parlementer avec les quartiers pour les avertir gentiment de "faire attention parce que les gens de tel quartier vont arriver"; pour les exhorter à s'armer et à mettre un bandeau pour pouvoir être reconnus (de nuit) ou à enlever sa chemise, ou à porter tel ou tel signe de reconnaissance (dans un quartier ils en suggèrent un, dans un autre, un signe différent). Ainsi, d'ennemis, les policiers se transformaient en protecteurs. Les rayons de soleil de la nouvelle journée dissipèrent non seulement les ténèbres de la nuit, mais ils rendirent aussi évidente la manœuvre policière. Cela fut le thème de toutes les discussions du jour, mais surtout c'était l'expression de l'effondrement du mouvement.

Examinons la tactique globale employée par la bourgeoisie pour arriver à ce résultat. (A suivre)

A Lodz par exemple, les ouvrières du textile ont exigé une augmentation de 200% de leur salaire, en juillet les employés de transport de Sclévie avaient obtenu grâce à leur grève une augmentation de 80% de leur salaire.

Ce n'est pas innocemment que ces mesures d'inflation - dont le rôle fondamental est de diminuer le prix réel de la force de travail des prolétaires - ont été prises avant la désignation du nouveau gouvernement. Opposés politiquement par leur histoire respectueuse, le POUP et Solidarnosc sont unis dans les manœuvres contre la classe ouvrière pour imposer une austérité plus drastique encore. Dans leurs efforts d'union nationale, tous les deux redoutent les réactions de la classe ouvrière et apprennent à utiliser les manœuvres de la démocratie qui choisit le moment de ses offensives anti-ouvrières de préférence à l'instant où le prolétariat peut être tenu en haleine par un événement démocratique, la formation du nouveau gouvernement en l'occurrence, et selon les circonstances particulières soit fait porter le chapeau des mesures impopulaires par le parti sortant pour éviter à la nouvelle majorité de rapides déboires pouvant se répercuter négativement sur l'ordre social, soit retarder ces mesures à la dernière limite pour les refiler au nouveau gouvernement! Mais les prolétaires de Pologne ne sont pas dupes des manœuvres qui se préparent derrière leur dos pour leur faire porter le fardeau de la crise.

Solidarnosc avait bien dénoncé ces mesures de restrictions budgétaires, mais non dans le principe. En fait craintive des réactions ouvrières, c'est le choix du moment et la manière qui l'indisposait.

Elle aurait sans doute voulu les retarder suffisamment pour laisser planer un peu plus longtemps l'illusion d'un gouvernement "avec le peuple". Une vague de grèves au moment même où les acolytes de Solidarnosc étaient poussés au gouvernement aurait pu les obliger à jouer immédiatement et ouvertement leur rôle de gendarme par l'usage de la force policière et militaire de l'Etat.

Avant les élections, l'Etat ne disposait pour mettre la classe ouvrière au travail que de la seule force des zomos, maintenant que fonctionne à plein l'union nationale, le prolétariat se trouvera devant la panoplie beaucoup plus complète de la démocratie. Pour faire régner l'ordre, l'efficacité

## NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

( Suite de la page 5 )

### EN EGYPTE

Fin septembre le président égyptien Moubarak a effectué une visite officielle à Paris pour présenter son "plan de paix" - approuvé tacitement par Arafat et Shimon Perez - sur la question palestinienne. Il y avait une deuxième raison à son voyage: des négociations avec le "Club de Paris" qui regroupe ses débiteurs occidentaux et le FMI.

Le fameux "plan de paix" auquel personne ne croit guère n'a pour fonction de souligner aux yeux de l'impérialisme occidental le rôle stratégique de l'Egypte. Selon "Les Echos" du 13 août 89: "On peut faire confiance aux grandes puissances occidentales pour soutenir Le Caire, pièce stratégique essentielle au Moyen-Orient, estimé les analystes: le nouveau "réintégré" de la Ligue Arabe est apprécié comme "modérateur" dans la région et peut à ce titre, mériter quelques encouragements."

Engagé dans des négociations délicates avec la finance internationale, l'Etat égyptien doit aussi impérativement montrer qu'il sait défendre l'ordre à l'intérieur. Les "analystes" parlent de "situation sociale très tendue" et ils se souviennent des "mortelles émeutes du pain de 1977" ("Les Echos", ibid.).

Lorsqu'une grève a éclaté au complexe sidérurgique de Helwan dans la banlieue du Caire, qui emploie 26'000 travailleurs, il a agité brutalement.

La grève a été déclenchée le 31 juillet pour exiger le maintien d'une prime qui venait d'être supprimée, "dans le cadre des efforts pour réduire le déficit budgétaire afin de parvenir à un accord avec le FMI", selon "Le Monde" du 4 août 89.

La direction cède mais licencie des délégués; la grève continue alors contre les licenciements. Le 2 août les forces de répression interviennent contre 2'000 travailleurs qui occupent l'usine, avec des gaz lacrimogènes, des armes à feu, des blindés: un travailleur est tué, 15 autres blessés. Il y a 500 arrestations, 82 ouvriers sont inculpés de délits divers - dont le fait d'avoir fait grève, car depuis 1982, l'Egypte est soumise à l'état d'urgence qui interdit les grèves. L'Union Générale des Syndicats Ouvriers se dépêche de condamner les "provocateurs".

Dans les jours qui suivent des manifestations et des arrestations ont lieu à Assouan, Suez, Alexandrie, Ismaïla et ailleurs. Il semble que les forces de répression en profitent pour arrêter des opposants de diverses tendances. Il y aurait actuellement plusieurs centaines de personnes emprisonnées après ces événements: seule la répression est capable d'assurer plus ou moins la paix sociale nécessaire au capitalisme. Mais cette paix sociale est irrémédiablement condamnée par l'aggravation continue de la situation des classes exploitées. L'Etat bourgeois n'arrivera pas éternellement à contenir les luttes de la classe ouvrière.

partito comunista internazionale

### THE PARTY'S PROGRAMME

il comunista  
Reprint

### CONTENTS

- THE PROGRAMME OF THE PARTY (1921)
- ON THE TRACK OF THE GREAT MARXIST TRADITION
- FOR THE RESTORATION OF THE REVOLUTIONARY MARXIST THEORY
- RECONSTRUCTION OF THE COMMUNIST PARTY ON A WORLDWIDE SCALE
- REVOLUTIONARY PARTY AND ECONOMIC ACTION
- APPEAL FOR THE INTERNATIONAL REORGANISATION OF THE REVOLUTIONARY MARXIST MOVEMENT (1950)

# L'EXPLOSION PROLETARIENNE EN ARGENTINE

Le 29 mai 1989 la ville de Rosario entra en convulsions. Des scènes identiques se répétèrent dans ses différents quartiers. Des groupes de femmes, d'hommes et d'enfants se jetèrent contre les supermarchés et s'emparèrent des aliments.

Rosario est une ville agro-industrielle d'un million et demi d'habitants. Elle est située dans le sud de la province de Santa Fe, dans le coeur céréalière du pays. Appuyée sur le fleuve Parana à l'Est, elle s'arrondit en un parfait demi-cercle dans tous les autres points cardinaux. C'est la ville la plus grande et la plus importante du cordon industriel du fleuve Parana, cordon qui commence approximativement à 60 km au nord de Rosario et qui se termine à Zarate, 260 Km plus loin vers le sud. On y trouve une grande partie des ressources industrielles du pays; il regroupe d'importantes usines sidérurgiques (parmi lesquelles Somisa et Acindar), des usines d'armes et d'explosifs, une centrale nucléaire, en plus de plusieurs ports pour des embarcations de grand tonnage. La ville de Rosario est en outre un centre de commercialisation et de distribution de la production agricole de la région; sa bourse est la seconde du pays. Sa population est essentiellement ouvrière et des classes moyennes; le secteur des services est très important. La partie sud de la ville est la zone où la composition ouvrière est la plus forte; on y trouve une quantité d'usines et les plus importants dépôts frigorifiques. C'est la partie historiquement la plus combative de la ville, avec une tradition de lutte très importante qui remonte jusqu'au début du siècle.

Le 28 mai, dans un discours télévisé pendant la nuit, le président Alfonsín annonça le remplacement de son ministre de l'économie; il annonça aussi qu'il ne laisserait le pouvoir au péroniste Carlos Menem, vainqueur des élections du 14 mai, qu'à la date du 12 décembre. Ceci tomba comme une bombe sur les quartiers ouvriers dont les habitants étaient virtuellement sans réserves: avec une inflation qui atteignait pour certains articles de consommation les 3000 % par semaine, les salaires mensuels ne suffisaient pas pour assurer 3 jours de nourriture, tous les espoirs des salariés reposaient sur Menem qui avaient promis lors de sa campagne un "salario", c'est-à-dire une augmentation massive des salaires. Quand ces espoirs s'envolèrent en fumée, il ne restait plus à la classe ouvrière qu'à s'attaquer aux supermarchés. Cela se produisit dans différentes villes d'Argentine, mais l'épicentre de ces actions s'est situé à Rosario.

Les forces de répression furent dans un premier temps dépassées et ne purent contrôler la situation, laissant la ville aux mains d'ouvriers qui courraient les supermarchés pour exproprier les marchandises. Dans la partie sud de nombreuses usines cessèrent le travail et les ouvriers rentrèrent chez eux. Alors que des milliers d'habitants parcouraient les rues pendant la soirée du 29 à la recherche d'objectifs pour s'approvisionner et échangeaient des informations, le gouvernement provincial préparait le "deuxième échelon" de la répression.

Sur demande du gouverneur péroniste l'état de siège est déclaré à l'aube du 30 et immédiatement sont envoyés des renforts de gendarmerie et de Police fédérale sur Rosario. Dans de nombreux quartiers des barricades avaient été érigées et les habitants avaient formé des groupes d'auto-défense avec armes à feu et cocktails molotov. La ville était paralysée; il n'y avait pas de transports, les commerces étaient fermés. La bourgeoisie commença à former des bandes blanches: "A l'ouest de la ville se trouve le quartier résidentiel Fisherton où vivent près de 1500 familles aisées. Les secteurs les plus riches de la ville se réunirent dans un country-club situé dans ce quartier. Armés de rifles, de fusils et de cocktails molotov, les riches préparèrent leur "auto-défense". Quelques uns se postèrent sur les toits, d'autres formèrent des patrouilles. Les femmes et les enfants furent envoyés dans les résidences secondaires" ( cf "Análisis" du 5 au 11 juin ). Nous n'insistons pas davantage sur la description des événements car elle est faite de façon très expressive dans la correspondance du groupe "Emancipacion Obrera" que nous publions ci-dessous.

On peut estimer la répression démocratique qui suivit ces événements à entre 85 et 150 morts dans tout le

pays et à plus de mille blessés. Le nombre de détenus dépasserait les 3000. Il est important de souligner qu'une bonne partie des morts et des blessés fut victime des gardes blanches formées surtout par les propriétaires de magasins.

La classe ouvrière et les masses affamées n'ont pas à seulement à supporter les balles et les matraques des forces de répression, mais également une grande campagne "moralisatrice" de la bourgeoisie. Il s'agissait de présenter le mouvement par l'intermédiaire des médias comme l'action d'éléments du "lumpen". A cette campagne participa tout l'arce-en-ciel des forces politiques et sociales sur lesquelles compte le système pour se défendre. Il est intéressant en particulier de voir comment avec ses positions lâchement serviles, la gauche bourgeoise du type PC ou MAS ("Movimiento Al Socialismo", parti trotskyste "Moreniste") s'est efforcée d'un côté de ne pas répudier ouvertement le mouvement pour ne pas se couper de sa clientèle électorale et de l'autre, de donner toutes les justifications à l'Etat sur sa non-implication dans les événements. Le Parti Ouvrier, le groupe trotskyste le plus radical en Argentine, a juré ses grands dieux qu'il s'était contenté d'appeler à "canaliser les demandes populaires à travers les organisations syndicales et les partis politiques et jamais par la violence" et qu'il s'opposait "à l'idée du pillage".

La crise du capitalisme argentin qui enfonce jour après jour dans la misère la plus absolue des masses toujours plus grandes de prolétaires et de salariés, de la même façon qu'au Venezuela ou en Algérie, a lancé les affamés dans une lutte pour la survie.

Huit ans de gouvernement démocratique ont permis, grâce à la collaboration de la "gauche" et des syndicats, d'arriver à un résultat qu'aucun gouvernement militaire n'avait rêvé: le salaire d'un ouvrier qui était de 120 dollars par mois est maintenant réduit à 15 dollars.

Ces actions spontanées, si elles montrent bien la faiblesse de la classe destinée à détruire la société basée sur le travail salarié, et l'absence de l'organisation révolutionnaire détruite par les années de contre-révolution, laissent voir cependant une lueur d'espoir, parce qu'elles témoignent, comme disait un ouvrier argentin, que la classe n'est pas disposée à laisser, les bras croisés, ses enfants mourir de faim.

La tâche des révolutionnaires consiste à constituer et à développer l'organisation révolutionnaire, le parti de classe capable de recueillir cette volonté de lutte et de diriger cette énergie révolutionnaire vers des objectifs de classe; réunir cette force et cette énergie à l'échelle internationale pour affronter partout la bourgeoisie. C'est la raison pour laquelle nous devons saluer le prolétariat argentin qui a démontré qu'en dépit de tout, coule dans ses veines le ferment de la lutte et de la rébellion. C'est un symptôme d'une grande portée, si l'on songe à l'épouvantable saignée qu'il a connue au cours de la décennie passée. C'est pourquoi nous lançons un appel à redoubler d'efforts pour constituer l'outil politique apte à ne pas laisser se volatiliser les énergies de la classe dans sa lutte quotidienne contre le capital, partout sur la planète. Seule une organisation révolutionnaire internationale, le parti de classe mondial, pourra accomplir cette tâche énorme: saisir, organiser et lancer cette énorme force sociale contre les fondements de la société capitaliste.

\* \* \*

Nous avons reçu du groupe révolutionnaire argentin "Emancipacion Obrera" une correspondance très intéressante sur les événements d'Argentine et de Rosario en particulier. En raison de sa longueur, nous n'en publions que quelques extraits (les lecteurs intéressés peuvent se reporter à notre organe en langue italienne, "Il Comunista" où elle est publiée en extenso, dans les n° 17-18 et 19). Dans ce n° du "Proletaire" nous publions le passage intitulé "La bataille des supermarchés" qui constitue une démonstration irréfutable de la nature prolétarienne de ces événements et une réfutation cinquante de tous les courants, prétendument marxistes et révolutionnaires, qui voient dans les émeutes de la faim et de la misère, à Rosario, à Alger, à Caracas ou ailleurs, une sorte de diversion à la lutte de classe. Nous publions la suite de cette correspondance dans le prochain n° du

journal. Précisons enfin que nous n'avons avec "Emancipacion Obrera" aucun lien politique et encore moins organisationnel, mais de simples échanges de correspondance.

### LA BATAILLE DES SUPERMARCHES

Jamais une "explosion sociale" n'a été prévue par tous si longtemps à l'avance. Sans doute le gouvernement et l'opposition le voyaient comme un danger à conjurer et en même temps comme une menace existante mais lointaine car il n'existait aucune organisation ou groupe politique capable de la déclencher. De plus, la démocratie présentait plusieurs canaux de participation pour détourner le mécontentement vers le marais bourgeois.

Il est vrai qu'au cours du mois de mai des incidents avaient eu lieu dans les supermarchés: ici ou là, des groupes étaient passés de force avec leurs caddies sans payer aux caisses. Ailleurs, ils avaient jeté par terre et en partie détruit des marchandises. Mais ce n'étaient là encore que des épisodes isolés sans retentissement général.

La ville de Cordoba ouvrit la voie le 26 mai. Quelques supermarchés (en petit nombre) furent assaillis, mais la police et la gendarmerie arrivèrent assez vite à reprendre les choses en main (...). Malgré cela l'agitation croissait; le lendemain la rumeur courait que des colonnes d'ouvriers venant de Santa Isabel (quartier périphérique où se trouve l'usine Renault) se dirigeaient vers le centre-ville en détruisant tout sur leur passage. Affolées encore plus avec le vingtième anniversaire du "Cordobazo" (les émeutes ouvrières de 1969 à Cordoba), la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie fermèrent les magasins du centre et des différents quartiers de la ville. Mais ce n'était que de la peur. Il ne se passa rien. Quelques supermarchés sont attaqués à Mendoza et dans d'autres villes (Rosario), mais il s'agit de faits isolés, le plus souvent démesurément grossis par la presse.

Rapidement les autorités de Cordoba renforcent la protection de la distribution alimentaire; radios et télévision font appel à l'ordre et à la normalisation. La SMATA (syndicat métallurgique), tout en reconnaissant que 900 ouvriers sont suspendus chez Renault, appelle à la pacification et condamne les "délinquants asociaux" qui ont attaqué les supermarchés. La fin de la semaine est tendue. Alfonsín, qui organise son "économie de guerre", la rend publique le dimanche soir. Peu après son discours, à l'aube, un supermarché est saccagé à Rosario. C'est ainsi que commence ce jour anniversaire du Cordobazo, au cours duquel les informations sur l'inflation, le dollar, les taux d'intérêt, la récession, le changement électoral, allaient disparaître: l'attention de tout le pays est tournée vers ce qui se passe à Rosario.

Des dizaines de supermarchés sont saccagés, il y a des centaines de blessés et d'arrestations, plusieurs morts. La police est totalement impuissante à arrêter la marée humaine. Que se passe-t-il ? Qui sont ces gens ? Y a-t-il une organisation ? Comment est-ce possible ? Certains se posent ces questions. Mais d'autres se demandent: Où aller ? Comment faire ? D'un côté, c'est l'indignation, de l'autre c'est la satisfaction devant ce qui arrive.

Un ouvrier suspendu rentre chez lui; il est allé à la pêche et il ramène deux petits poissons; ils serviront pour quelques heures à calmer la faim et les pleurs de ses quatre enfants. Quand il arrive il est surpris par une odeur de cuisine et le bruit de la friture. Son épouse, souriante, lui offre un déjeuner succulent et lui montre son "butin": pour 3 ou 4 jours, ils seront assurés d'avoir assez à manger pour la première fois depuis longtemps !

Celui qui pense que des faits de ce genre n'ont rien à voir avec la lutte de classe, avec la résistance au capital, démontre qu'il regarde les choses d'un point de vue abstrait, ou qu'il est trop isolé de la lutte réelle de notre classe.

Voyons les choses de près. Participons à une réunion 15 jours avant le 29. La plus grande partie des présents ont voté pour Menem, quelques uns ont soutenu sa campagne. Ce sont tous des ouvriers et plus d'une fois ils ont essayé de reconquérir le syndicat ou en ont fait partie. Pourtant ils discutent de leur situation sans accorder d'intérêt ni au parti électoral, ni au syndicat. De ceux-ci ils ne peuvent rien attendre de bon, et ils le savent. Certains sont suspendus depuis 10 jours et le seront encore pour un mois; d'autres ont été licenciés et ne trouvent pas de travail. La plupart ont un emploi, mais le salaire ne suffit pas et leur situation est incertaine. Il y a aussi des jeunes qui n'ont encore jamais connu d'emploi stable. Ils discutent de ce qu'il est possible de faire. Une idée est d'organiser une marche qui se termine devant les principales usines de Rosario pour y discuter avec les ouvriers

# POLOGNE

( Suite de la page 7 )

de la démocratie tient à la division des tâches qu'elle assigne aux diverses composantes de l'Etat et de la société. Dans un premier temps ce sont les soupapes de sécurité qui fonctionnent avant qu'éclate la marmite; dans un second temps, mais toujours au nom du même droit et de la même légalité démocratique, ce sont les matraques qui sortent du fourreau.

La démocratie occidentale est de ce point de vue bien plus évoluée que la Pologne débutante et ne se prive pas de donner les meilleurs conseils au POUF comme à Solidarnosc pour éviter toute explosion sociale qui remettrait en cause la stabilité du pays et dont les répercussions se feraient sentir dans tout l'arc de l'Est européen.

Dans les "prolétaire" précédents nous avons décrit le phénomène menant à l'union nationale de toutes les forces de conservation sociale, bourgeoises et petites-bourgeoises, essayant d'entraîner avec elles les prolétaires.

Walesa, un moment sur la ligne des présidentielles, a trouvé sa meilleure place, celle de garde-fou de l'Etat contre les luttes ouvrières. Sa fonction d'anesthésiant des luttes et sa pression organisationnelle et idéologique sur les prolétaires ne change donc pas d'un iota depuis la mise en place du "gouvernement de responsabilité nationale" qu'il réclamait. Au contraire, elle s'accroît plus fortement encore, car la lutte ouvrière devient pour le capital de plus en plus intolérable, et car il ne peut être question de restructuration de l'économie si les prolétaires n'acceptent pas les conséquences désastreuses sur leurs conditions de vie et sur leur unité et solidarité acquises depuis plus de quinze ans de lutte.

Avant les élections, Adam Michnik, député Solidarnosc de Haute-Silésie, déclarait dans "Gazeta Wyborcza": "Une grande chance s'ouvre devant nous, qui, pour beaucoup, doit signifier un danger. Il faut gouverner la Pologne différemment; les polonais doivent planifier différemment leur avenir." Car l'esclave réclame ses droits autrement que ne le fait le citoyen. "Nous devons devenir une société civile. Il en découle un sentiment de responsabilité envers l'Etat". Ce que cela veut dire est simple: les libertés de l'Etat démocratique pour le prolétariat en échange de sa soumission, quelles que soient les conditions et les sacrifices qu'on lui impose.

En 1981, l'Etat de siège en Pologne avait été considéré comme la "moins mauvaise" des solutions pour ramener l'ordre et ne pas déstabiliser la région brutalement. Depuis, la maturation interne des agents bourgeois en Pologne, comme les transformations politiques et économiques en URSS, ont rendu possible le passage de la soumission forcée de Jaruzelski à la soumission volontaire de Mazowiecki.

Ce passage de l'une à l'autre correspond aussi au passage du capitalisme d'Etat tentant vainement de gérer les insurmontables contradictions du développement capitaliste au mode libéral laissant libre cours aux lois du marché sans tenter d'en cacher la réalité par l'illusion d'une économie "socialiste" et par le trompe-l'oeil des subventions.

Les économistes polonais n'ont pas attendu Mazowiecki pour mettre au point ce que les publicistes bourgeois - et avec eux Walesa - appellent trompeusement "le passage du socialisme au capitalisme", ineptie qu'ils servent d'ailleurs aussi à la sauce hongroise, russe, etc.

Le capitalisme dit "privé" a doublé son nombre de travailleurs employés entre 1980 et 1988, passant de 600'000 à 1'180'000 (1); le nombre des entreprises privées employant plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de travailleurs est de 15 à 20'000. Quant au nombre total des petites entreprises - non agricoles - il était de 572'000 fin 88 pour passer à 700'000 à mi-89. Avant les élections même, le gouvernement de Rakowski avait mis en place le nouveau programme économique, libérant le capital des lourdeurs de la gestion de l'Etat, lui permettant d'opérer dans des conditions plus favorables à l'exploitation de la force de travail et à la réalisation de profits.

La "Rzeczpospolita" du 7 juillet (2) indiquait que les mesures suivantes avaient été prises par le gouvernement:

- Liberté totale d'entreprendre et de conduire l'activité économique (...); ce modèle conduit à la liberté des prix et des salaires.
- l'unification des conditions pour toutes les formes d'entreprises, y compris étrangères, la liberté

- de transférer le profit en devises, la possibilité qu'une société soit gérée par un étranger, la liberté pour les sociétés d'employer et de rémunérer les salariés; d'acheter et de vendre la production au prix du marché.
- la possibilité de créer le marché des devises, la liberté de circulation des devises,...

- la possibilité de créer de nouvelles banques,...
- la division du patrimoine des entreprises étatiques, (...)(le transfert du capital d'Etat en capital privé, NDRL).
- le Fonds du développement du marché qui favorise la concurrence dans le commerce.
- le marché libre en ce qui concerne les combustibles et une partie des moyens de transport (...).
- la possibilité d'affermier ou d'utiliser le patrimoine étatique par les sociétés et les personnes privées qui mènent une activité économique fondée sur les principes du marché.
- la liberté dans la commande, l'achat et la transformation des produits agricoles, qui prépare le terrain à la libération de la vente de tous les aliments."

Le "capitalisme à visage ouvert" s'installe donc en Pologne pour de bon et n'échappe pas au diktat du FMI que le nouveau gouvernement mettra un point d'honneur à respecter. Mais cette trajectoire ne va pas sans poser de problèmes à la nouvelle élite dirigeante vis-à-vis de la classe ouvrière.

En 1980, les mêmes personnages de Solidarnosc ou gravitant autour, qui aujourd'hui appellent les prolétaires à l'effort national et aux sacrifices imposés par le capital "libéré", appelaient alors de leurs souhaits à "l'autogestion" ouvrière, au "socialisme à visage humain", etc.

Aujourd'hui ils doivent expliquer à la classe ouvrière que l'autogestion est un voeu pieux (et pour une fois nous leur donnons raison) mais qu'au mieux ils songent à instituer une sorte de "participation dans les entreprises. Ils doivent aussi lui expliquer que maintenant elle doit accepter sans broncher l'offensive déjà déclenchée, et qui déjà empire, que la mobilisation nationale est son nouvel enjeu, qu'elle ne doit pas se choquer de la formation d'une nouvelle nomenclatura, "privée" comme en occident, etc.

Leur tâche ne sera pas facile, car les prolétaires polonais ont marqué leur méfiance envers les nouvelles perspectives qu'on lui offrait, d'une part par leurs luttes et d'autre part par leur abstention de classe importante aux élections.

L'année 88 avait été la plus riche en grèves depuis 82 (officiellement 202 grèves et 55'000 grévistes), l'année 89 a vu le mouvement de grèves s'amplifier bien plus encore et les répercussions immédiates des mesures de libéralisation des prix et des conditions d'emploi rendront difficile pour les dirigeants de Solidarnosc de maintenir les prolétaires au travail. La fracture entre ces dirigeants et les ouvriers existe et s'élargit et cela n'est pas pour nous déplaire. Car si les prolétaires veulent défendre leur indépendance de classe, ils ne peuvent le faire qu'en s'opposant radicalement au cours nouveau que leur proposent ensemble les anciens dignitaires du POUF et les têtes de liste de Solidarnosc, nouveaux promus d'un gouvernement de "salut public".

Tant que l'ennemi de classe n'avait qu'une seule tête, le POUF et la nomenclatura attachée à l'Etat par les privilèges qu'il lui accordait, les choses pouvaient paraître claires aux prolétaires; mais aujourd'hui il doit douloureusement comprendre que la démocratie n'élimine pas l'ennemi, elle ne fait que lui donner de multiples visages, que d'effacer sa nature, que de le rendre plus insaisissable, et donc rendre plus complexes leurs luttes, car la démocratie divise leurs rangs habilement mais par contre laisse intacte l'unité bourgeoise face à leurs mouvements.

Dans leurs combats passés, les prolétaires polonais se sont affrontés au soit-disant "Etat socialiste", dans leur combat d'aujourd'hui et de demain ils devront s'affronter à ce qui leur était apparu comme "l'alternative au socialisme" et qui ne se révèle n'être différent que dans les formes. L'Etat polonais est maintenant en mesure d'appliquer la vieille recette démocratique consistant à enfileur un gant de velours quand la classe ouvrière accepte les sacrifices et à montrer sa main de fer lorsque elle se heurte de front aux intérêts capitalistes.

Dans ce combat elle se trouve bien plus isolée qu'en 1980, où son unité organisationnelle avait permis à la lutte d'ébranler définitivement le pouvoir en place et d'arracher ses revendications principales. Elle doit donc lutter

contre la segmentation de ses luttes en construisant sa propre opposition à la voie de l'"entente nationale", tracée par la direction de Solidarnosc et tous les "conseillers" qui l'entourent, en combattant toutes les illusions sur une troisième voie possible entre le "socialisme réel" et le capitalisme "libéral". Cette troisième voie leur est ainsi proposée par la nouvelle "gauche" qui y voit un moyen de sauver les idéaux socialistes en respectant les contraintes économiques; cette voie c'est plus de démocratie à la base encore, avec par exemple les élections d'une "vrai" Constituante, la nomination par les ouvriers de leurs directeurs, l'élargissement des droits politiques et syndicaux, la nomination d'un vrai "gouvernement de Solidarnosc", responsable devant les comités de base et chargé de réaliser ces revendications" (citation de "Inprecor" no 292) ou l'appel à une "révolution antibureaucratique" ou encore le retour au "vrai" Solidarnosc de 80-81 grâce à des élections démocratiques de ses instances.

A ces fadaïses et ces illusions, nous répondons que "plus de démocratie" ne supprime pas l'exploitation capitaliste, "plus d'autogestion" ne supprime pas le salariat, ni la nécessité du profit, la nomination des directeurs par les prolétaires ne supprime pas la responsabilité de "rentrer les commandes", ni la concurrence entre les entreprises plus ou moins productives selon l'état des outils, l'ingéniosité technique des travailleurs, les rythmes de travail, etc, l'abolition de la nomenclatura ne diminue pas la dette extérieure et le refus éventuel de payer celle-ci n'épargne pas le besoin en capital de l'industrie, etc.

Il n'est pas étonnant de constater le désarroi des courants d'origine trotskiste en général face aux différents mouvements de libéralisation à l'Est. Ils ne peuvent approuver totalement bien sûr la reconversion de la bureaucratie, mais ils ne la dénoncent que parce qu'elle ne va pas assez loin et que ce qu'elle fait vient encore trop du sommet social de la société et pas encore assez de la base. Comme vis-à-vis des partis réformistes, sociaux-démocrates et national-communistes d'occident, ils ne lui reprochent pas d'être des agents bourgeois mais d'être seulement de mauvais, ou très mauvais, socialistes.

La perspective pour les prolétaires polonais n'est pas de mieux réformer leur Etat et leur économie pour se libérer de leurs chaînes d'esclaves du capital, mais est celle, propre au prolétariat international, de la révolution communiste et de la dictature du prolétariat, dirigées par le parti de classe mondial. Entre le capitalisme version stalinienne ou post-stalinienne et le socialisme, il n'y a pas non plus de voie pacifique et intermédiaire. Le socialisme ne se propose pas d'améliorer le salariat sous des formes "les plus démocratiques", mais de l'abolir de la manière la plus autoritaire qui soit, la manière révolutionnaire.

Pour que les prolétaires polonais, et avec eux tous les prolétaires à l'Est, sortent de l'impasse politique dans laquelle ils se trouvent enfermés, ils doivent comprendre que la société dans laquelle ils ont vécu (ou survécu) pendant 40 ans et que le stalinisme taxait de socialiste, n'était que le capitalisme à l'état pur, dominé et façonné par l'impérialisme russe qui n'a pas agité différemment avec les pays satellites que les Etats-Unis avec l'Amérique latine, ou la France avec l'Afrique, par exemple.

Ils doivent comprendre ensuite que les alternatives politico-économiques que leur proposent les nouveaux leaders de la politique bourgeoise ne font que réaménager le capitalisme national, et que l'ampleur des réformes en cours ne change rien à leur condition de prolétaires vivant du seul salaire que leur procure la vente de leur force de travail et soumise ainsi à toute l'insécurité et à la précarité.

C'est cette démonstration qu'il faut transmettre aux éléments les plus conscients du prolétariat.

En 1981, nous disions que le maintien du caractère de classe de l'organisation syndicale née lors des grèves de 80, dépendait de "l'intervention continue" d'une avant-garde révolutionnaire "ayant tiré suffisamment de leçons" du passé pour déjouer les pièges "de toutes les forces politiques bourgeoises et petites-bourgeoises et pour développer l'action de ces organisations non dans la perspective réformiste de l'aménagement du salariat mais dans celle révolutionnaire de "son abolition" (3).

En l'absence de ces forces, qui auraient dû être internationales, le prolétariat de Pologne n'a pas pu éviter comme ne pourra sans doute pas l'éviter

le prolétariat des autres pays de l'Est, et en premier lieu de l'URSS, de tomber dans ces pièges. Mais la démocratisation ne l'a toutefois pas complètement convaincu. Il reste sur ses gardes. Les prolétaires ne cessent de répéter qu'ils ne se soumettront à aucun gouvernement, de Solidarnosc ou pas, tant que leurs cabas resteront vides, que les prix augmenteront et que les files d'attente encombreront leurs trottoirs et leur emploi du temps.

C'est cette réserve qui inquiète la nouvelle équipe gouvernementale, mais c'est cette réserve qui nous permet d'espérer. La recomposition de la lutte de classe organisée, telle qu'elle a pu être en 80, et de penser que les luttes à venir du prolétariat polonais trouveront un écho et une liaison avec les luttes dans les autres pays de l'Est, en URSS tout particulièrement.

Mais c'est la réapparition de mouvements de luttes des classes en Occident d'une ampleur comparable aux luttes des prolétaires polonais - qui permettrait de démasquer le mensonge du paradis démocratique à l'Ouest, et permettrait la compréhension par les prolétaires polonais et d'ailleurs qu'il faut répondre à la Sainte Alliance des capitalistes "libéraux" et "d'Etat", par l'union internationale des prolétaires pour la révolution socialiste mondiale.

(1) Les chiffres suivants sont tirés de "Inprecor" no 292 du 4 au 17 sept. 89, dont la source est "Rzeczpospolita", journal officiel du gouvernement.

(2) ibidem

(3) "le prolétaire", numéro 346, nov. 81

## LES PETITES PHRASES REMPLACENT DE LONGUES EXPLICATIONS

A bon entendeur:

"Je ne cherche pas à faire un syndicat fort, car une Solidarité de 10 millions de membres serait un bâton contre le pouvoir et le gouvernement, et moi je ne veux perdre personne. Aujourd'hui, il faut être Polonais avant d'être syndicaliste et une telle attitude impose une autre hiérarchie de valeurs: d'abord l'économie, ensuite le reste" (soul. par nous).

Petite phrase de Walesa à "Polityka" (août 89), résumant parfaitement le rôle de pompier social et de mobilisateur des forces de travail pour le capital national qu'il entend jouer en dehors du pouvoir politique de l'Etat.

\* \* \*

"Il faut préparer l'opinion aux décisions que le FMI doit prendre à l'automne. Si les sacrifices sont nécessaires les gens devront les accepter".

Tadeusz Mazowiecki dans le quotidien de Solidarnosc.

## ARAFAT: VIVE DENG, HONNEUR A L'ARMEE!

Qu'Arafat soit lié à l'impérialisme et à ses intérêts, qu'il soit le principal représentant de la bourgeoisie palestinienne n'est plus à démontrer. Mais nous ne nous empêcherons jamais de le rappeler systématiquement, non pas pour déboulonner un personnage plutôt qu'un autre, mais pour dénoncer ce qu'il représente avec bien d'autres prétendus "représentants du peuple palestinien": la meilleure garantie de l'ordre dans les territoires occupés et dans les camps de réfugiés. Mais pour être totalement reconnu dans ce rôle, l'impérialisme et le sionisme attendent d'Arafat qu'il se montre dans les faits capable lui aussi d'assurer l'ordre par les armes au moins aussi bien qu'Israël.

En attendant de fournir cette dernière preuve de son asservissement aux intérêts de l'impérialisme, Arafat s'est distingué par un télégramme daté du 27 juin et adressé au secrétaire du parti "communiste" chinois, Jiang Zemin, publié dans Le Quotidien du Peuple et dont la traduction édifiante donne ceci: "Au nom du peuple arabe palestinien, de ses dirigeants et en mon nom personnel, je vous exprime notre extrême satisfaction que la République populaire de Chine ait rétabli l'ordre normal suite aux récents incidents".

L'agence palestinienne Wafa confirmera l'existence de ce télégramme et sa substance.

Quant à nous, nous ne nous étonnons pas des bonnes relations du chef de l'OLP avec les responsables de la répression en Chine, car il y a longtemps que nous dénonçons la nature purement bourgeoise de l'OLP.

# GREVE DES MINEURS EN URSS

( Suite de la page 1 )

Avec chaleur pour son anti-bureaucratisme et pour ses revendications de type démocratiques: abolition de l'article 6 de la constitution (qui fixe le rôle dirigeant du parti), auto-financement des mines, autogestion, élections libres, etc. Avec préoccupation pour les difficultés que crée un mouvement de cette ampleur à la pérestroïka sponsorisée par tous les impérialismes occidentaux.

L'habileté des réformistes gorbatchéviens consiste à réussir à canaliser et à récupérer le mouvement social pour le faire servir à leurs propres fins: éliminer les obstacles à la restructuration économique. Ces obstacles se trouvent d'une part à l'intérieur de l'appareil d'Etat et du parti (conservateurs dont les intérêts et les privilèges sont liés au maintien des formes d'organisation économique actuelles) et d'autre part, de façon plus générale, dans la société elle-même. Face à un mouvement de l'ampleur de cet été, qui mettrait l'économie à genoux, la classe dominante s'est trouvée devant plusieurs alternatives: utiliser la force de la répression pour écraser la grève et intimider toutes les autres catégories ouvrières tentées de suivre cet exemple, combiner la répression avec quelques concessions économiques, avoir recours à des concessions politiques et économiques pour mettre fin à la grève sans usage de la force, tout en tâchant de contrôler les autres secteurs ouvriers.

C'est cette dernière voie que Gorbatchev a suivie, peut-être en s'appuyant sur l'exemple polonais. Du même coup il a pu utiliser le mouvement lui-même à l'appui de sa politique. En fait ce sont les mineurs eux-mêmes qui lui ont donné une précieuse carte, avec leurs revendications d'autogestion et d'auto-financement. Celles-ci se retourneront inévitablement contre les travailleurs, car elles signifient plus de travail, plus de productivité, plus de concurrence entre travailleurs et entre mines pour pouvoir acheter les biens qui font défaut, construire des logements, etc...

Il reste que sous la pression de la grève, devant son extension et la détermination des grévistes, la classe dominante soviétique a été contrainte de céder et d'accorder beaucoup, mais beaucoup plus qu'elle ne l'avait jamais fait.

De ce point de vue, le mouvement de grève a été une **victoire complète**. Sa force a été telle qu'il a fait s'évanouir les rivalités ethniques au Kazakhstan et qu'il a rejeté l'agitation nationaliste en Ukraine. En dépit des promesses des autorités quant à la satisfaction des revendications, les mineurs sont méfiants; ils ont fixé la date du 1er janvier 90 comme date ultime pour la réalisation des promesses. Et des grèves d'avertissement ont déjà eu lieu, dans certains bassins miniers, y compris après le vote de la loi contre les grèves.

Nous n'avons malheureusement pas la place de décrire le déroulement du mouvement tel qu'il apparaît à travers la presse soviétique elle-même. Nous nous limitons à donner quelques exemples particulièrement expressifs.

## DEBUT DE LA GREVE DANS LE KOUZBASS

Le Kouzbass se trouve en Sibirie occidentale, aux confins du Kazakhstan et de la Mongolie. Le Kouzbass est la deuxième région d'extraction du charbon, après le Donbass (158 millions de tonnes de charbon par an, 215 millions dans le Donbass pour une production totale en URSS de 720 millions).

La grève commence à la mine de Sheviakov (ville de Mejdouretchensk) quand les mineurs de l'équipe de nuit refusent de remettre leur matériel. A la fin de la journée il y a déjà 12000 grévistes. Des comités de grève ont été organisés pour diriger le mouvement en dehors des syndicats officiels. La place centrale de Mejdouretchensk, devant la mairie, le siège des syndicats, du KGB, devient le lieu d'une assemblée permanente, jour et nuit. Des piquets sont constitués, ainsi que des équipes pour assurer le lien entre les mines, d'autres pour maintenir l'ordre, veiller au respect de mesures anti-alcooliques et assurer la protection des grévistes sur la place. Les revendications portent au départ essentiellement sur les salaires, les besoins de première nécessité; elles s'élargissent ensuite au logement, aux soins médicaux, aux retraites, aux vacances (45 jours), aux congés de maternité (36 mois), à la fin des privilèges des membres du parti, etc. Les employés municipaux et les travailleurs d'autres entreprises de la ville se mettent en grève à leur tour. En quelques jours la grève s'étend progressivement à tout le Kouzbass. "Troud", le journal des syndicats, se lamente sur la situation qui "risque de dégénérer parce que des groupes de personnes font irruption de façon spontanée dans les habitations de divers dirigeants et se livrent à des perquisitions non autorisées": A Prokopiévsk en effet, les mineurs ont décidé de perquisitionner chez les bureaucrates et autres privilégiés...

Le 15 juillet le ministre du charbon, accouru en toute hâte, accepte un certain nombre de revendications, reconnaît les comités de grève comme "organisations sociales permanentes", finit par admettre aussi l'auto-financement des mines. Cependant les efforts des autorités pour circonscrire le

conflit sont un échec. La grève gagne maintenant les autres bassins.



## EXTENSION AUX AUTRES BASSINS

Informés des événements par les médias qui ne peuvent les cacher (et qui d'autre part veulent en faire porter la responsabilité aux conservateurs "brejnéviens"), les mineurs du Donbass entrent à leur tour en lutte alors que le Kouzbass se calme: A Donetsk, Makeyevka, Pavlograd, Piervomaïsk, Ternovsk, Dniépropetrovsk, etc., les uns après les autres les mines s'arrêtent, les comités de grève sont élus, les cahiers de revendications sont établis. C'est d'abord la demande d'obtenir satisfaction aux mêmes revendications que dans le Kouzbass. Les revendications politiques prennent davantage d'importance: systématiquement les grévistes marquent leur refus de toute confiance dans "leurs" députés, les dirigeants des municipalités, les juges, etc. Les revendications d'élections libres, de suppression de l'article 6 de la constitution, d'auto-financement des mines, sont fréquentes. Les nationalistes - nous sommes en Ukraine - s'efforcent sans succès de développer leur propagande parmi les grévistes: ils sont expulsés comme provocateurs (ce que Gorbatchev, toujours expert dans les numéros d'équilibriste, présentera comme une preuve de l'esprit de responsabilité des travailleurs).

Le 17 juillet la grève s'étend à Vorkouta, au bassin de Petchora, dans l'extrême Nord de la Russie d'Europe. Les grévistes ajoutent des revendications particulières aux revendications communes aux mineurs de toute l'Union soviétique: diminution de 40% du nombre des employés de l'administration des mines et utilisation de l'argent ainsi économisé pour améliorer les conditions de travail dans les mines, retraites à 45 ans pour les mineurs en raison des conditions de travail extrêmement dures, paiement de la "prime Sibirie" aux retraités, etc. Le 22 juillet, 20 000 grévistes réunis en Assemblée générale décident la continuation de la grève et l'expulsion du comité de coordination des comités de grève des mines, de tous les délégués qui avaient appelé à la reprise du travail après la demande en ce sens des autorités (et aussi l'appel de Boris Eltsine à la télévision). Le 25 juillet les mineurs bloquent la distribution du journal "Zapoliarié" et exigent la destruction de tous les exemplaires parce que le journal prétendait que la grève était terminée.

Du 19 au 20 juillet entrent en grève les mineurs du bassin de Karaganda, au Kazakhstan, alors que la grève commence à refluer dans le Donbass, non sans que le mouvement y ait soulevé des revendications particulières, mais significatives: les mineurs veulent savoir ce qu'il est advenu de l'argent récolté lors d'une journée de travail gratuite en solidarité avec les mineurs britanniques en grève et dont Thatcher avait empêché le versement; à Dniépropetrovsk ils demandent la fermeture d'un hôtel pour privilégiés.

L'ordre parfait qui règne dans les villes durant la grève est l'ordre des grévistes, l'ordre des comités de grève. Et c'est cet ordre prolétarien, simple et puissant, qui est une menace pour la "rénovation" de l'URSS. Les appels de tous les dirigeants, y compris de la "gauche" réformatrice à la Eltsine, ne peuvent convaincre les mineurs de renoncer à leur "forme de protestation" dangereuse par la contagion qu'elle provoque et par ailleurs illégale. La grève continue et le rapport de force qu'elle crée fait naître une nouvelle "légalité": le pouvoir est obligé de "reconnaître" et la grève et les comités de grève qui la dirigent.

## LES PREMIERS PAS DE LA REPRISSE DE LA LUTTE DE CLASSE ORGANISEE

Ce n'est pas la première fois que des grèves éclatent dans l'URSS post-stalinienne. Le mouvement le plus important eut lieu en 1961-62, à l'époque donc du réformateur Kroutchev. Une véritable vague de grèves toucha la région de Moscou, la Sibirie occidentale, avec 47000 grévistes dans la grande ville de Kemerovo. Mais c'est à proximité du Donbass que les forces de répression se déchaînèrent contre les grévistes. Un comité de grève s'était constitué dans la région de Rostov-sur-le-Don. Dans la ville voisine de Novotcherkask la grève éclata à l'usine de fabrication de locomotives contre une baisse des salaires, alors

que les prix augmentaient. La grève s'étendit rapidement à toute la ville. Les soldats, peu sûrs pour la répression (il y aurait eu des refus de tirer sur les grévistes) furent remplacés par les troupes du KGB: la répression fit plusieurs centaines de morts et une centaine à Alexandrov, sans que le comité régional de grève qui venait de se former ait pu faire quoi que ce soit.

D'autres grèves eurent lieu dans les années suivantes mais d'une moindre portée.

Ce qui représente aujourd'hui le fait décisif, outre l'ampleur sans précédent du mouvement, est l'organisation des grèves, leur coordination par delà les limites d'établissement ou géographiques. La force du nombre peut ainsi devenir une force réelle car elle est organisée pour ses propres intérêts et objectifs et que sont employées les méthodes directes et classistes.

Cela ne signifie pas que désormais tout sera facile pour les ouvriers soviétiques, et qu'ils pourront tranquillement préparer leurs grèves et forcer la main au pouvoir central. La classe dominante va s'efforcer de renforcer ses défenses, comme la nouvelle loi (très restrictive) sur les grèves le montre; elle va renforcer ses forces réformatrices pour détourner le mécontentement et le canaliser au profit de l'économie du pays. Elle utilisera autant que possible les ressources de la démocratisation. Elle cherchera à se faire aider par les pays capitalistes occidentaux qui ont tout intérêt à ce que la pérestroïka se fasse dans le calme (et cet été Thatcher est venue appeler les soviétiques à soutenir Gorbatchev, à ne pas être impatient); elle s'endettera s'il le faut pour remplir les magasins de biens de consommation.

Mais jamais elle ne renoncera à l'arme de la répression, à l'utilisation de la police, de l'armée, pour maintenir son "ordre".

Les mineurs ont pu vaincre sans avoir à affronter les forces de répression. Mais ils ne doivent se faire aucune illusion. Toute bourgeoisie, même la plus "moderne" et la plus démocratique, n'hésitera jamais à utiliser la violence et la répression quand la pression du mouvement social devient trop

forte. Le "déstalinisateur" Kroutchev avait réprimé dans le sang les grèves. Les mêmes déterminations conduiront aux mêmes effets sous le reconstrucateur Gorbatchev, même si, aujourd'hui, sa fraction a besoin de la classe ouvrière pour vaincre les fractions conservatrices.

Mais l'espoir que la grève des mineurs a donné à tous les ouvriers soviétiques, et l'expérience de cette lutte, ne seront pas facilement récupérés par le pouvoir. Nous connaissons ici d'expérience le poids des illusions démocratiques dans les pays où le capitalisme a pris des formes de gouvernement totalitaires et fascistes. Et il ne sera pas facile pour un prolétariat exploité et opprimé depuis soixante ans au nom du "socialisme" et du "marxisme" de regagner confiance dans le communisme révolutionnaire véritable. Mais les faits matériels ont commencé inexorablement à travailler dans ce sens. La route que devra suivre le prolétariat est déjà tracée: c'est la route de la reprise de la lutte de classe sur le terrain immédiat avec la reconquête déjà en cours des méthodes, des moyens et des objectifs de classe; et sur le plan de la lutte politique plus générale jusqu'à ce que l'affrontement entre les deux classes fondamentales de la société ouvre à nouveau l'alternative révolution communiste ou guerre impérialiste.

Dans la mesure où le prolétariat commence à prendre confiance dans ses propres forces et à se reconnaître comme force indépendante et antagoniste dans la société, c'est le communisme lui-même qui a fait un pas en avant.

Et les mineurs soviétiques ont contribué à faire ce pas.

Se regrouper autour de la théorie marxiste et du programme révolutionnaire, travailler à former même sous forme embryonnaire le parti de classe est un pas supplémentaire et indispensable, qui est la tâche permanente des révolutionnaires communistes de tous les pays, pour que la classe puisse vaincre demain dans l'affrontement décisif. D'Union soviétique nous vient un puissant encouragement à travailler dans ce sens.

# LA "GRANDE DETENTE" PREMISSE DES FUTURS AFFRONTEMENTS INTER-IMPERIALISTES

( Suite de la page 1 )

nationales pour être présents en même temps avec toute leur puissance économique et financière sur tous les points décisifs du globe. L'impérialisme exprime cette tendance centralisatrice et totalitariste; et c'est entre les grandes concentrations étatiques impérialistes que se joue le sort de la lutte pour la domination du monde.

Négociations, accords, alliances, affrontements, guerres, armistices, paix, à l'époque impérialiste tout dépend de l'influence d'une poignée d'Etats surpuissants et du partage du monde entre eux. Mais cela ne veut pas dire que tout ce qui se passe n'est que le résultat de la seule volonté des grandes puissances impérialistes.

La première et la deuxième guerre mondiale ont indiscutablement été le résultat de tendances économiques, politiques et militaires dont les contradictions ne pouvaient plus trouver de solution dans le cadre des rapports existants entre les Etats. Mais le résultat n'a été, ni dans un cas ni dans l'autre, un simple repartage du monde.

Lors de la première guerre mondiale le mouvement révolutionnaire prolétarien a ébranlé profondément les pays européens maîtres du monde aussi bien que leurs colonies les moins développées. La victoire bolchévique en Russie donnait l'espoir aux opprimés du monde entier de pouvoir enfin se libérer du joug des vieilles classes réactionnaires, et au prolétariat international l'espoir de pouvoir engager la lutte finale entre le communisme et le capitalisme. La trahison des partis ouvriers devant la guerre impérialiste (par la "défense de la patrie" contre "l'agression"), l'isolement forcé ensuite de la Russie bolchévique, la puissance intacte des forteresses impérialistes de Grande-Bretagne et des USA, contribuèrent à empêcher la réalisation de ces espoirs. De nouveaux cycles d'accumulation capitaliste furent possibles. Cependant le repartage du monde qui en fut issu alimentait les mêmes antagonismes qui avaient été à l'origine de la guerre.

Dans la deuxième guerre mondiale le prolétariat international avait été préparé par l'opportunisme stalinien

à épouser la cause de sa bourgeoisie et il a participé à la guerre des deux côtés du Front; les vainqueurs en ont été les pays impérialistes les plus puissants, et le capitalisme y a trouvé la possibilité de nouvelles décennies d'expansion. Cependant le repartage du monde élaboré à Postdam et Yalta n'a pu se réaliser.

"A la différence de l'Europe immobilisée dans les mailles de fer de l'occupation militaire, les autres continents sont entrés en effervescence" écrivions-nous en 1960 (2), au moment donc de la "détente" qui succédait à la "guerre froide" entre le bloc de l'Est dirigé par l'URSS et le bloc de l'Ouest dirigé par les USA. Cela n'empêcha pas que s'établisse entre les super-grands, dont la Russie faisait partie de droit, une sorte de condominium sur le monde:

partage de l'Europe en zones économiques et du reste du monde en zones d'influence, avec la particularité que le partage de l'Europe a été respecté et beaucoup moins celui du reste du monde.

L'équilibre de la terreur qui succéda à la guerre froide, a comme par hasard coïncidé avec la détente entre les blocs concurrents. Cette "détente" jouait le rôle de soupape de sûreté, avec ses négociations en rafale. Elle n'a jamais empêché l'éclatement ininterrompu de guerres "locales" dans nombre de "zones d'influence" de l'un ou l'autre bloc. La fin de la deuxième guerre mondiale n'a pas été le début de la paix mondiale, mais la continuation d'une guerre de concurrence pour maintenir et conquérir des "territoires économiques" et "zones d'influence" aux quatre coins du monde. Les accords de Yalta et Postdam eux-mêmes ne pouvaient empêcher la crise généralisée de l'impérialisme qui sera connue sous le nom de "guerre froide" et la mobilisation militaire permanente de part et d'autre du "rideau de fer" ou sur d'autres Fronts (Corée, Indochine, Moyen-Orient, Afrique, Amérique centrale).

Mais la période de la guerre froide était inscrite dans un cycle d'expansion capitaliste favorisé par les destructions de la guerre mondiale: il devait conduire à la détente parce que différents facteurs allaient dans

( Suite en page 10 )

# LA "GRANDE DETENTE"

( Suite de la page 9 )

le sens de la réduction des tensions directes entre les blocs, entre l'URSS et les USA en particulier. Nous en avons relevé 5 à l'époque (3):

1) Redressement de l'équilibre mondial à la suite de la formation de nouveaux Etats afro-asiatiques et aux bouleversements en Amérique Latine, phénomènes qui ont mis fin à une période de profond ébranlement politique et social.

2) Epuisement de la phase extrême de la dégénérescence russe qui a brûlé toutes les étapes sous le Kroutchévisme: l'URSS apparaît aujourd'hui sous un aspect social, politique et économique entièrement "occidentaliste".

3) Crise générale de l'impérialisme américain.

4) Aggravation de l'anarchie capitaliste européenne qui s'accompagne de la reprise menaçante du nationalisme et des traditionnelles rivalités hégémoniques continentales et qui entraîne à l'intérieur du bloc militaire du Pacte Atlantique la formation de blocs économiques rivaux, comme la CEE et l'AELE (Association Européenne de Libre Echange).

5) Révolution technique dans les armements qui a mis fin à l'invulnérabilité vis-à-vis de l'étranger des USA et qui impose des réformes adéquates pour ce qui est de la structure des industries de guerre et des forces armées de l'Etat."

La détente correspondait à l'intérêt des plus grandes puissances impérialistes, notamment des USA et de l'URSS, qui devaient s'engager davantage en faveur du "nouvel équilibre du monde" pour renforcer leurs zones d'influence, établir des rapports avec les nouveaux Etats, développer leurs économies afin de pouvoir profiter plus tard des contradictions internes des blocs respectifs. La "détente" portait donc en elle les germes de crises et d'affrontements ultérieurs.

D'autres facteurs de crises et d'instabilité sont alors apparus. Et avant tout le détachement de la Chine du bloc soviétique. Mais aussi: les tensions sociales dans les pays de l'Europe de l'Est ( Tchécoslovaquie en 68, Pologne en 70), la fuite des troupes américaines du Viet-Nam, les événements de Palestine, le début de l'intervention des soldats britanniques, les tentatives d'indépendance du Chili d'Allende et du Venezuela, les mouvements sociaux en Argentine et au Brésil, au Nicaragua et en Amérique centrale, les grandes grèves ouvrières en France, en Italie, en Espagne et jusqu'aux mineurs américains et anglais; la "crise pétrolière" de 73, annonçant la grande crise économique générale de 74-75. Il serait possible de citer quantité de faits à propos des années 70, mais ceux que nous avons énumérés suffisent à donner une idée de l'internationalisation des conflits impérialistes - quoique maintenus dans les "blocs" respectifs - et de la généralisation des mouvements sociaux et des luttes ouvrières. Les mouvements indépendantistes d'Angola et de Mozambique purent profiter de cette période de tension sociale en donnant le coup de grâce au colonialisme Salazariste; mais le prolétariat des métropoles ne put en profiter en raison de la force des liens qui le paralysaient (et qui le paralysent toujours) en le liant au sort de la démocratie et de l'économie nationale.

L'économie mondiale était donc de plus en plus menacée par l'accroissement des facteurs d'instabilité pour le capitalisme. Les grandes puissances recommencèrent à aiguïser leurs rapports entre eux, en vue, non encore d'une guerre, mais d'une redéfinition pour l'instant pacifique des "zones économiques" et "d'influences" qu'ils considéraient comme vitales. La crise générale de 74-75 a durement frappé les économies des pays développés en y décrétant la fin de la longue période d'expansion et de gigantesques accroissements de la production et des profits. Elle a tout aussi durement frappé le bloc soviétique, même si le gouvernement autoritaire de Brejnev réussit à repousser de quelques années l'éclatement des énormes contradictions accumulées en URSS et dans les pays satellites.

Un autre facteur d'instabilité non négligeable est constitué par les pays vaincus lors de la dernière guerre, mais qui au cours de quatre décennies passées sous l'aile protectrice des USA ont réussi à accéder au premier rang des pays développés, avec un dynamisme économique agressif.

Au sortir de la guerre la planète présentait dans de nombreuses régions des destructions immenses, en parti-

culier en Europe, toute à reconstruire; peu à peu elle devient trop petite pour la poignée de gigantesques centres impérialistes mondiaux.

Pressé par l'accumulation des contradictions économiques et sociales, le capitalisme essaye de résister en évitant la catastrophe d'une guerre générale. Au cours de ces années il a alternativement trouvé des échappatoires dans les guerres locales et dans les négociations de paix qui suivaient; il a pu faire retomber les effets les plus destructifs de la crise elle-même sur les pays plus faibles, jusqu'à ce que, lors de la crise de 74-75, les pays impérialistes en crise ne purent plus compter sur les effets bénéfiques d'autres pays impérialistes en expansion. Tous devaient en même temps exporter davantage, importer moins, produire à moindre coût, protéger davantage son marché, faire payer plus cher ses alliances. Les USA ont montré avec plus de clarté cette pratique qui fait bon marché des exigences de ses alliés et qui leur impose la loi du dollar. La politique de l'OTAN le démontre avec toute la série de négociations sur la répartition nouvelle des frais de l'Alliance. Ou les désaccords constants entre les pays de la CEE et les USA sur la politique monétaire et la politique commerciale, qui se sont toujours conclus en faveur des Etats-Unis. Par ailleurs la plus grosse part des échanges, des affaires et des profits dans le mode se déroule entre les pays les plus développés, ce fameux "Nord": Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon. Tous ces pays ont donc un commun intérêt à une entente qui leur permette de vendre et de faire des profits, donc d'empêcher une chute trop violente de l'un ou de l'autre. Le Krach d'octobre 87 (ou le "mini-Krach" d'octobre 89) sont une démonstration que tous les pays impérialistes sont liés au même sort. De là découle la nécessité d'une détente entre les pays impérialistes les plus importants. De là découle l'intérêt d'une détente pour l'URSS et les pays européens, car leur sort dépend de plus en plus du crédit politique et économique qu'ils peuvent trouver auprès des pays économiquement plus puissants.

La politique de la détente est donc, dans la mesure où elle peut contribuer à surmonter, ne serait-ce que pour quelques années, l'impasse commerciale et productive, est une politique "qui paye".

## TOUTE PROPAGANDE PACIFISTE EST UNE COMPLICITÉ AVEC LA BOURGEOISIE

Revenons un peu en arrière, à l'époque de l'Ostpolitik de l'Allemagne social-démocrate, et des embrassades entre Nixon et Deng Xiao Ping: la politique de la petite détente a alors donné ses fruits sous l'aspect de nouveaux marchés comme sous l'aspect d'un plus grand contrôle social alors que se produisaient des licenciements massifs et une réduction des salaires. C'est une constante de la politique bourgeoise qu'en période de crise ou de récession (ou de stagnation, qui est un état négatif pour le capitalisme) la politique de détente à l'extérieur soit accompagnée d'une politique de rigueur et d'austérité à l'intérieur.

Cette détente n'exclut absolument pas d'ailleurs l'agressivité militaire typique de l'impérialisme dans les "zones des tempêtes", constituées par les pays à la croisée des routes commerciales et de matières premières, et des routes militaires des grandes puissances. Elle n'exclut pas davantage que certains pays profitent des difficultés des Grands à rétablir le statu-quo, comme l'ont fait l'Iran ou le Nicaragua dans des zones névralgiques de l'impérialisme américain (4).

Les changements de régime dans ces pays n'ont sans doute pas conduit à une amélioration effective de la situation des masses, mais ils ont constitué une nouvelle fissure dans la domination absolue des super-puissances et donc, une exigence supplémentaire de ré-équilibre des forces sur le marché mondial.

L'économie capitaliste présente aujourd'hui encore une surprenante vitalité; la tendance à la saturation des marchés ne s'est pourtant pas dissipée et est même la cause de l'interminable série de crises de production et commerciales. Le besoin pressant d'élargir les marchés pour les gigantesques capacités productives du capitalisme conduit d'un côté la concurrence à des niveaux de plus en plus élevés, aiguïse les oppositions entre les pays, accroît de façon de plus en plus intolérable la pression sur les salaires. De l'autre il emprisonne dans une étroite mortelle tous les pays du monde et inflige aux pays plus faibles des conditions de vie extrêmement dures dont l'endettement n'est que l'aspect le plus éclatant alors que les pays les plus forts sont poussés à une guerre économique toujours plus vive.

La vitalité de l'économie capitaliste surtout à notre époque impérialiste, est liée à l'endettement des pays faibles envers les pays forts, et de ceux-ci

entre eux. Enchaînés pour de nombreuses générations aux lois de fer du profit et du marché - comme le dénonçait Lénine en 1920 - les peuples développés du monde sont voués à une décadence brutale et à une disparition catastrophique de leur situation, qu'aucune campagne pacifiste, qu'aucun plan de désarmement général, qu'aucun accord sur "l'égalité des nations", sur des "aides" aux pays endettés ou sous-développés, ne pourront jamais empêcher.

Une seule force est capable de briser cette chaîne, capable de sauver l'espèce humaine de l'abîme de la misère, de la faim et des destructions guerrières: le prolétariat. C'est-à-dire une classe, pas un "peuple", internationale dont dépend l'avenir de l'humanité et qui, par son parti unique et mondial pourra mener la lutte sociale et politique jusqu'à la disparition de la dernière société de classes, le capitalisme.

Le capitalisme ne réussit à surmonter les crises qu'en créant les conditions de crises futures plus graves, jusqu'à l'explosion générale. C'est pour combattre ce processus que les pays impérialistes poursuivent l'objectif d'une sorte de "plan" mondial pour compenser les effondrements de l'économie capitaliste. Mais ce ne peut être qu'un plan d'oppression et de misère, seulement camouflé par de tapageuses campagnes pacifistes ou humanitaires de représentants des grandes puissances. Bordiga écrivait en 1951 dans "Prometeo", en écho aux paroles de Lénine ("L'Impérialisme") et à la déclaration de guerre de l'Internationale communiste contre les oppresseurs:

"Comme le Capital ne peut renoncer à son plan unitaire et qu'il serre les chaînes de la classe ouvrière des pays "prosperes" ou pauvres ainsi que des immenses masses coloniales, toute théorie de co-existence et toute grande agitation mondiale de paix équivaut à une complicité avec ce plan de faim et de misère"(5).

C'était valable hier, c'est valable aujourd'hui, ce le sera demain, parce que: "la grande ligne de la perspective historique de la classe révolutionnaire ne change pas, depuis qu'elle surgit sous l'effet de nouvelles forces productives apparues dans la société, jusqu'à la disparition définitive des antiques rapports de production"(6). Sous les antiques rapports de production du capitalisme, toute grande agitation mondiale de paix est une complicité avec les classes dominantes bourgeoises!

## NOTRE PERSPECTIVE EST CELLE DU DÉFAITISME, EN GUERRE COMME PENDANT LA PAIX

Le désengagement apparent de l'URSS et des USA des conflits qui ravagent depuis une quinzaine d'années le Liban, le retrait des soviétiques d'Afghanistan 10 ans après l'invasion, les négociations sur la Namibie, la fin de la guerre Iran-Irak (dont avaient profité tous les pays impérialistes), la reprise des relations entre la Grande Bretagne et l'Argentine, le retrait des vietnamiens du Cambodge, la reprise de relations amicales entre l'URSS et la Chine, la fin de la guerrilla soutenue par les USA des contras au Nicaragua, le retrait de troupes soviétiques de Hongrie, la pacification en Pologne, les contacts de Washington avec l'OLP, la ré-ouverture de relations diplomatiques entre l'URSS et Israël, les accords entre l'URSS et les USA sur les armes nucléaires et chimiques, etc.: voilà quelques uns des faits qui font parler d'une grande détente dans le monde.

En réalité, aux facteurs que nous avons rappelés au début de cet article à propos de la détente dans les années soixante, s'est ajouté celui de la crise générale de l'impérialisme russe, au chevet duquel accourent tous les requins impérialistes. Il n'est de l'intérêt ni des USA, ni des impérialismes européens, ni du Japon, que l'impérialisme russe s'effondre. La situation mondiale deviendrait incontrôlable et pourrait rapidement évoluer en une guerre mondiale qui coûterait trop à tous alors que la pérestroïka est encore synonyme de bonnes affaires.

La puissance militaire soviétique est sans aucun doute gigantesque; elle pourrait être mise en mouvement à l'intérieur pour s'opposer aux énormes tendances centrifuges qui se sont accumulées, ou à l'extérieur, par exemple pour répliquer à des visées sur un de ses "territoires économiques" par la force des armes. Mais l'histoire de deux guerres mondiales démontre que le nombre de canons n'est pas le plus important. Le facteur décisif est la puissance économique. Et la puissance économique est aujourd'hui concentrée aux Etats-Unis, véritables colonisateurs économiques du monde entier qui obtiennent encore les meilleurs résultats par des rapports "pacifiques" entre les Etats.

Mais dans les coulisses des campagnes pour le maintien de la paix et contre les provocateurs de la guerre, s'accumulent les facteurs de crise et d'affrontements meurtriers, qui convergent toujours plus vers la vieille Europe colonisée, devenue "Zone de tempêtes" et

futur théâtre des conflits interimpérialistes décisifs.

Aux théories de la détente succéderont les théories sur les "espaces vitaux", sur les invasions et les guerres préventives que les Etats bourgeois et leurs gouvernements ont toujours justifiées au nom de la paix et des frontières sacrées de la patrie. Pour les grandes puissances impérialistes ces "frontières" sont toujours plus éloignées; l'Angleterre de 1914 les défendait sur le Rhin et le Pô; pour les USA elles faisaient le tour de la terre dès 1941. En ce qui concerne la Russie, elles se restreignent en Europe de l'Est mais s'éloignent en extrême-Orient: l'Océan Indien et l'Océan Pacifique pourraient bien devenir ses "Rhin et Pô".

La gauche marxiste n'a jamais cédé aux illusions pacifistes, aux illusions de la "Libération" ou de la "co-existence". Elle a toujours défendu le point de vue de la lutte internationale du prolétariat sur le terrain du défaitisme en guerre comme pendant la paix, du défaitisme envers l'économie et envers les frontières nationales: elle savait que tout compromis avec des positions tendant à la conservation ou au développement du mode de production capitaliste, de sa superstructure politique et étatique bourgeoise, qu'elle soit démocratique ou fasciste, rend le prolétariat complice de l'oppression des masses exploitées et pauvres du monde par les grandes puissances impérialistes. Jamais le prolétariat ne pourra s'émanciper du travail salarié et de l'exploitation capitaliste en s'appuyant sur les forces qui agissent pour la paix dans la société bourgeoise, que ce soit en se réclamant du "monde libre" ou du "socialisme" national de Pékin, de Moscou, de Tirana ou d'ailleurs.

Seule la lutte de classe ouverte, organisée, dirigée par le parti marxiste, pourra rompre à l'échelle internationale les liens tissés par l'opportunisme pendant des décennies pour immobiliser la classe ouvrière dans le filet des intérêts bourgeois. Les communistes révolutionnaires ont la responsabilité d'agir dès aujourd'hui dans cette perspective, au delà des possibilités contingentes fournies par la situation dans laquelle ils se trouvent. La détente, la paix bourgeoise, prépare la guerre. Et "les guerres - quelles que soient leurs causes que les marxistes s'efforcent toujours de comprendre - pourront se transformer en révolutions à condition que dans tous les pays, subsiste le noyau du mouvement révolutionnaire international de classe, totalement indépendant de la politique des gouvernements et des états-majors militaires, et fidèle sans réserves théoriques ni tactiques à la ligne du défaitisme et du sabotage de la classe dominante, c'est-à-dire de ses organisations politiques étatiques et militaires"(8).

(1) cf. l'étude "la "détente", aspect récent de la crise capitaliste" in "Il Programma comunista" No 1,2,3,4,5,6, /1960.

(2) *ibid.* Et on précise: "Ce sont des faits comme la chute de Moukden aux mains de Mao Tsé Tung en octobre 48, comme la chute de la monarchie égyptienne, comme la révolte des malgaches noyée dans le sang de dizaines de milliers de morts, comme la révolte du Kenya, la sédition des Tchang Kaï Tchek indonésiens, les mouvements indépendantistes du Maroc, de Tunisie, d'Afrique noire, la révolte d'Algérie, la fin de l'époque des féroces dictatures militaires d'Amérique Latine, bref, l'irrésistible et généralisé mouvement de révolte des populations les plus pauvres, les plus opprimées, les plus affamées du monde, qui devait engloutir l'arrangement élaboré par les grandes puissances impérialistes. Ce furent ces bouleversements, dont nous ne pouvons encore calculer toute la portée, qui causèrent dans un monde à peine issu du conflit, cette crise générale de l'impérialisme connue sous le nom de "guerre froide", dont des événements comme la rupture de la Yougoslavie de Tito avec le bloc de l'Est et le blocus de Berlin ne sont que des conséquences, d'ailleurs secondaires, et non des causes."

(3) *ibid.*

(4) Seuls les adorateurs petits-bourgeois de la démocratie et de l'anti-impérialisme "anti-américain" et pro-européen, peuvent voir dans la "révolution sandiniste", dans la "révolution Khomeiniste", la chute de Marcos ou de Duvalier, la revanche des opprimés sur les oppresseurs voire une avancée de la révolution socialiste. La situation d'extrême arriération de ces pays est destinée à se maintenir parce qu'elle est de l'intérêt des pays développés même si leur dépendance se transforme d'une forme archaïque en une forme plus moderne, de type financier.

(5) cf. l'éditorial intitulé "Orient" de "Prometeo" 2e série, No2, février 51. republié dans le recueil "Per l'organica sistemazione dei principi comunisti".

(6) *ibid.*

(7) cf. l'éditorial d'A. Bordiga "Aggression contre l'Europe" in "Prometeo" No13.

(8) *ibid.*

# VIE DU PARTI: REUNIONS INTERNATIONALES

Renouons avec le compte-rendu de nos réunions. Comme chaque mois depuis des années, notre dernière réunion internationale, au cours de laquelle ont été discutés les thèmes qui seront traités dans les prochains No de nos journaux "Il Comunista" et "Le Proletaire", s'est tenue en septembre dernier. Le contenu du No91 de la revue "Programme communiste" a été également traité, ainsi que celui du No41 de la revue en espagnol "El Programa Comunista" dont nous repreneons la publication. Il a été distribué la brochure "Dialogue avec Staline", publiée comme No8 des "Textes du P.C. International" (et dont la parution était prévue depuis longtemps), enfin disponible aux lecteurs. Une partie de la réunion a été consacrée à la correspondance. Une importance particulière a été donnée à la critique de certaines positions du groupe "Emancipacion Obrera", dont nous publions dans ce journal la première partie d'une correspondance très suggestive sur les émeutes de fin mai en Argentine. Nous publierons dans de prochains No des articles à ce sujet, notamment sur la question du rapport entre pays impérialistes développés et pays de la "périphérie", et sur la question du rapport entre lutte de classe et formation du parti de classe.

Nos réunions internationales sont des réunions de travail et pas des réunions de débats. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de discussions sur les différents thèmes. Cela signifie qu'il n'y a pas de thèses ou de positions différentes entre lesquelles il faudrait chercher des "points d'accord", mais un véritable travail commun dans le but d'une clarification politique interne et par rapport à l'activité pratique des minuscules forces qui composent aujourd'hui notre organisation de parti.

Notre méthode de travail interne ne découle pas de formules organisationnelles élaborées ex novo après la profonde crise dégénérative connue par l'organisation internationale du parti en 82-83. Elle reprend la saine méthode centraliste appliquée selon une discipline qui est davantage politique que formelle et qui permet d'intégrer les capacités de chaque camarade dans un développement conscient, coordonné, clair et accepté par tous, de l'activité du parti. C'est une méthode de travail basée sur un programme politique général invariant, sur des lignes tactiques générales invariantes elles aussi, sur la prise en charge des tâches politiques et pratiques à caractère de parti sans fléchissement activiste, indifférentiste ou expédientiste. Elle permet un travail de bilan de la trajectoire politique de l'organisation de parti dont nous provenons et un travail de réappropriation du patrimoine théorique, politique et de praxis de l'activité de la Gauche communiste dont nous nous réclamons, et plus spécifiquement de l'activité de l'organisation formée après guerre jusqu'à la crise destructrice qu'elle a connue au début des années 80. Cette méthode met au centre du mode de travail la clarification politique sur tous les problèmes que la réalité pose à la lutte de classe et au parti de classe. Elle refuse de se faire dicter des priorités politiques et organisationnelles par des analyses contingentes ou par l'apparition inopinée de prétendues "situations nouvelles", tout en sachant qu'il faut toujours prêter attention aux phénomènes et aux mouvements sociaux ainsi qu'aux évolutions étatiques afin de les expliquer et de les encadrer dans la perspective révolutionnaire. Nous sommes pleinement conscients de la nécessité d'utiliser au mieux le temps que la situation réelle des rapports entre les classes et les Etats laisse aux prolétaires conscients et aux communistes pour leur préparation révolutionnaire tant sur le plan de la théorie marxiste non aviliée, que sur celui de la lutte politique contre toute innovation ou campagne opportuniste ou que sur celui de la lutte immédiate et de l'organisation de classe du prolétariat.

Conscients de ne pas représenter aujourd'hui le parti de classe fort et influent sur le prolétariat, mais seulement un embryon organisé pour sa formation; conscients de développer notre activité, par force, principalement sur le plan de la propagande et de l'acquisition théorique en raison de contacts éphémères avec la classe ouvrière et ses luttes et d'une influence limitée à quelques individus ici ou là; conscients de ne pouvoir compter comme hier sur un réseau de militants présents et agissants dans plusieurs pays en Europe et au hors d'Europe, et donc sachant que la diffusion de notre presse est

réduite, nos interventions occasionnelles et la connaissance de nos positions et de notre organisation, confidentielle, nous savons cependant que le parti de classe de demain ne pourra jamais voir le jour si des groupes mêmes microscopiques de révolutionnaires, apparemment "coupés de la réalité" et de toutes façons, isolés, ne mènent pas une activité à caractère de parti même dans les périodes les plus grises et les plus défavorables à la lutte de classe.

Le parti de classe puissant et compact de demain ne surgira pas d'un coup, ni ne sera le résultat d'aggrégations successives de groupes et de partis aux programmes et aux positions bigarrées. Il naîtra dialectiquement d'une succession de ruptures politiques en liaison avec le développement de la lutte entre les classes et avec la lutte politique la plus cohérente pour la formation de ce qui sera le parti communiste unique et mondial.

Nous avons affirmé après la crise de notre organisation en 82-83 qu'il est indispensable de se relier à l'apport de la Gauche communiste et de notre parti pour aller vers le futur parti de classe. Nous avons précisé aussi que le travail de formation de ce parti et de réacquisition des positions marxistes correctes ne pourra pas automatiquement se dérouler de façon linéaire, en se basant sur la simple volonté de continuer une activité fidèle à celle d'hier, un travail militant en ligne avec le travail militant dans l'ancienne organisation. Cette volonté et ce travail militant peuvent permettre plus facilement la compréhension des leçons de la contre-révolution, des défaites de la vague révolutionnaire des années 20 et de l'Internationale communiste, etc. Elles ne sont pourtant pas des "garanties" de continuité idéologique et de praxis marxiste correcte si elles sont comprises comme une espèce de patrimoine individuel de militants.

On ne peut revendiquer "l'héritage" du parti, comme si c'était une propriété, simplement à reconstruire après un tremblement de terre, et il est tout aussi erroné de vouloir "dépasser" l'expérience du parti à coup d'innovations politiques ou organisationnelles à l'allure typiquement démocratique.

Il est également faux de prétendre, puisqu'il n'est pas possible de constituer aujourd'hui un parti puissant, qu'il faudrait se limiter à la pure propagande, à la pure étude théorique et à l'enregistrement scientifique des faits. Si défavorable que soit encore la situation, si éloignée que soit la classe ouvrière de la reprise de classe - surtout dans les métropoles impérialistes - la tradition constante du mouvement communiste et de la Gauche en particulier, est que toutes les possibilités réelles d'activité pratique soient utilisées et accomplies en tant qu'activités de parti, au delà des forces numériques des révolutionnaires.

Comme le parti marxiste est une organisation politique radicalement différente des autres partis, par son programme, par ses orientations politiques, mais aussi par ses lignes tactiques et organisationnelles, il doit donc aussi fonctionner, dès l'origine, selon une méthode de travail cohérente avec ceux-ci: anti-individualiste, anti-démocratique, anti-bureaucratique, c'est-à-dire centraliste et organique. Toute l'activité, pratique ou théorique, peut alors se dérouler avec la participation effective de tous les militants, dont aucun n'est par principe exclu d'aucune activité. Ce principe du centralisme organique est sans doute difficile à appliquer car ce n'est pas une recette organisationnelle mais une orientation qui doit dicter tous les mécanismes organisationnels du parti s'il ne veut pas sombrer dans les pratiques bourgeoises, démocratiques ou totalitaires. Il se concrétise dans le travail collectif consciemment et volontairement discipliné, totalement opposé aux prurits intellectuels, aux poses ouvriéristes, aux légèretés activistes et aux formalismes bureaucratiques.

C'est selon ces lignes que nous venons débaucher, que nous nous sommes efforcés de mener notre activité de clarification politique, pendant la crise de l'organisation et après, à travers nos journaux "Il Comunista" et "Le Proletaire" qui restent encore aujourd'hui les piliers de notre travail.

Around d'eux tourne l'essentiel d'une activité limitée à renforcer un petit groupe de camarades, théoriquement et politiquement. Nous n'avons pas "choisi" d'être "peu mais bons" selon ce qui serait une fausse conception puriste de refus de "se salir les mains" dans le grossier mouvement immédiat. Un petit groupe de militants politiques court toujours le risque de tomber dans une

vision localiste et individualiste du travail de parti. C'est une conséquence de la pression de la société bourgeoise, contre laquelle les communistes ne sont pas immunisés; même au niveau des habitudes et de la vie quotidienne il faut mener une lutte de résistance contre l'influence bourgeoise et mercantile, lutte qui n'est jamais gagnée "une fois pour toutes", ni par le seul fait de militer dans une organisation qui se proclame communiste. L'activité collective et disciplinée de parti, si elle est correcte, doit aussi éduquer politiquement les militants à se comporter en tant que communistes 24 heures sur 24, dans toutes les situations et toutes les circonstances. Mais cette éducation ne peut s'acquérir qu'à la chaleur de la lutte des classes, à la lumière des expériences historiques des batailles de classe qui ont profondément tracé la tranchée entre le prolétariat international et les autres classes de la société, entre révolution communiste et capitalisme, entre l'Internationale et l'alliance internationale des bourgeoisies.

Dans la perspective de travailler à la formation du parti de classe, de contribuer à la réorganisation classiste du prolétariat dans la lutte de défense de ses conditions immédiates de vie et de travail, sans perdre de vue l'horizon plus large des problèmes de la lutte prolétarienne internationale et de ses tâches, notre priorité reste le travail de réacquisition théorique et politique et l'oeuvre d'organisation pratique de parti.

\* \* \* \*

Ce que nous venons d'exposer n'était pas le thème de la réunion de septembre, mais explique le sens dans lequel nous travaillons, de façon que ceux qui nous lisent puissent avoir un aperçu de comment nous fonctionnons et pas seulement connaître les positions que nous défendons. Malheur au communiste qui croirait pouvoir échapper à la grisaille et aux difficultés quotidiennes en se réfugiant dans "La Théorie", dans la sphère des idées, dans une communauté intellectuelle; malheur au communiste qui fuit la réalité brute, vulgaire, contradictoire, irrationnelle, dans laquelle est plongé le prolétariat et qui fait obstacle à sa constitution en classe antagonique

## DIALOGUE AVEC STALINE

VIENT DE PARAITRE :

" DIALOGUE AVEC STALINE "

"Dialogue avec Staline" est un des très nombreux textes d'Amadeo Bordiga compris dans la longue série intitulée "Sur le fil du temps", commencée en 1949 dans le journal "Battaglia comunista" et continuée de 1952 à 1955 dans le journal "Il programma comunista".

Le "Dialogue avec Staline" se déroule idéalement en 3 journées pendant lesquelles on répond sur les questions essentielles de théorie aux "Observations" faites par Staline en 1952 aux participants à une "discussion économique" tenue au sein du PCUS sur le thème : l'économie russe est-elle vraiment socialiste ? L'objectif de Staline et des économistes engagés dans cette "discussion" était la rédaction d'un manuel d'économie politique. A peine 3 ans plus tard, avec le XX<sup>ème</sup> Congrès et l'accession de Kroutchev au pouvoir, ce manuel fut retiré de la circulation.

"Dialogue avec Staline" posait les bases d'un travail ultérieur centré sur la démolition critique de ce fameux XX<sup>ème</sup> Congrès et de sa prétention à "retourner à Lénine" : ce sera le "Dialogue avec les morts", publié en français en mars 1957.

Ces deux "Dialogues", comme tout le travail sur le prétendu "socialisme" en Russie, démontrent que seule la fidélité au marxisme non avili a permis à notre parti de lire la véritable nature bourgeoise, capitaliste, de la Russie stalinisée et, avec celle-ci, des partis et de l'Internationale autrefois communistes.

SUR LE FIL DU TEMPS

DIALOGUE  
AVEC  
STALINE

QUESTIONS ESSENTIELLES  
DE THEORIE MARXISTE  
SUR L'ECONOMIE SOVIETIQUE  
ET SUR LE PRETENDU  
SOCIALISME EN URSS

8

EDITIONS PROGRAMME  
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

AU SOMMAIRE DE LA BROCHURE :

- INTRODUCTION A DIALOGUE AVEC STALINE
- DIALOGUE AVEC STALINE
- PREMISSE DE LA PREMIERE PUBLICATION (1953)
- THESES SUR LA RUSSIE (1953)

PRIX DE LA BROCHURE :

30 FF, 8000 LI, 150 FB, 15 FS, 400 PTS, 15 DM, 3 f, USA et Canada 5 \$, Amérique latine 1\$.

PAIEMENT :

Par chèque, à l'ordre de Dessus, à l'adresse 17 rue René Leynaud, 69000 Lyon.

Nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif imprimés. Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20% pour les frais d'envoi.

# LECONS DU CAPITAL ALLEMAND

Septembre 1989, Daimler-Benz et Messerschmitt sont autorisés à fusionner par le gouvernement ouest-allemand. D.M. était déjà le numéro 1 de l'industrie allemande, mais le besoin inéluctable de concentration forcée du capital ne se satisfait pas de cet état de géant national, c'est la palme de super-géant international qui est visée.

Ce mariage fera du nouveau groupe le troisième européen en importance et le dixième (ou même septième selon les sources) à l'échelle mondiale, avec un chiffre d'affaire de 80 milliards de marks et près de 400'000 salariés.

Mais, ce qui frappe encore plus l'esprit - et qui scandalise le petit-bourgeois replié désespérément sur sa petite boutique - c'est la rapidité du processus de fusion, de rachat, de concentration capitaliste ces dernières années. Cette rapidité est fonction égale de la concurrence internationale que se livrent les capitaux, et elle est d'autant plus élevée que l'Europe va devenir un marché interne de 320 millions d'habitants (de consommateurs, de forces de travail donc), à la taille du marché américain.

Dans le cas de D.B., il y a à l'origine un fabricant de voiture (Mercedes), qui en 1985, avec l'appui de la Deutsche Bank, acquiert l'avionneur Dornier, le fabricant de moteur MTU et l'électromécanicien AEG. Le rôle de la Deutsche Bank dans cette opération est fondamental. La fusion du capital bancaire et du capital industriel, propre de l'impérialisme, rappelle, est particulièrement bien développée en Allemagne fédérale. Les banques principales, la Deutsche Bank, la Dresner Bank et la Commerzbank sont intimement liées à l'industrie dont elles sont les principaux actionnaires. C'est ainsi que la Deutsche Bank a pu regrouper Daimler, MTU et AEG parce qu'elle en était le principal actionnaire. Le rachat de ces deux dernières par la première n'était donc en grande partie qu'une affaire interne à la Deutsche Bank qui déboursait un paquet d'actions d'un côté, qu'elle rencaissait d'un autre. Nous avons souvent critiqué le mythe de la libre entreprise tant prônée durant les années 80. Voilà un exemple de plus qui montre à quel point le capital est centralisé par les banques bien au-delà des apparences trompeuses créées par la multitude de raisons sociales et de marques différentes. En RFA les 3 grandes banques citées contrôlent 20 à 25% des entreprises allemandes, et mêmes si elles ne sont pas majoritaires dans tel ou tel cas, leur rôle de financement et de garantie, leur assure le pouvoir réel.

En quatre ans d'acquisition et de concentration le groupe D.B. aura acquis une supériorité indiscutable sur le plan européen par sa taille et un poids déterminant sur le marché mondial.

D.B., selon la classification annuelle du "Nouvel Economiste" était indiqué en 37ème position du palmarès des grandes entreprises mondiales en 1984, avec un chiffre d'affaire de 133,5 milliards de francs. En 1986, il passait en 12ème position avec 209 milliards de CA, Messerschmitt-Bolkow-Blohm étant en 352ème position. En 1987, il montait d'un cran encore avec la 11ème position. Le rachat de M.B.B. mettra donc D.B. dans le groupe des dix premiers.

Dans tout pays impérialiste, il existe des commissions de contrôle des cartels, soit-disant pour garantir la libre concurrence - cette chère liberté base de démocratie! - et le philistin pense peut-être qu'elles sont une muraille dressée contre la formation de pouvoirs oligarchiques. En RFA comme ailleurs, une telle mascarade existe et ne manque pas de faire de temps à autre quelque remue-ménage pour maintenir l'illusion que le brave peuple qui vote pour nommer ses représentants chargés du pouvoir politique et économique, n'est pas bafoué par les barons anonymes de la grande finance et industrie.

C'est ainsi que l'Office fédéral des cartels s'était opposé au rachat, mettant en avant les risques de disparition de la concurrence. Sa vision était certainement trop limitée à l'encontre allemande du marché, et c'est le ministre fédéral de l'économie qui leva l'interdiction, argumentant que cette nouvelle concentration était nécessaire pour maintenir et renforcer la capacité concurrentielle du groupe sur le marché mondial. Certaines conditions (séparation d'une partie de l'armement) ont bien été posées par le gouvernement fédéral. Mais il s'agit là d'un sucre pour adoucir les âmes chagrines du libéralisme de grand-papa.

La commission anti-cartels à l'Allemagne n'est donc, comme dans les autres

pays, qu'un cache-sexe destiné à masquer la nature toujours plus totalitaire de la démocratie: "Entre 1973 et 1986, écrit "Le Monde" du 12 sept. 89, 7388 opérations de concentration ont été notifiées à l'office pour autorisation. Sur le nombre, 71 seulement se sont vu refuser l'autorisation. Le nombre de fusions réalisées annuellement est passé de 294 en 1974 à 802 en 1986".

L'opposition du ministère de l'économie ne s'est faite sentir réellement que dans le domaine de la presse, domaine où le marché se définit essentiellement sur un plan national, compte tenu que toute marchandise de l'écrit est soumise aux limites linguistiques et aux multiples et contradictoires intérêts politiques des fractions de la bourgeoisie.

La concentration capitaliste s'accroît devant les échecs d'une concurrence toujours plus grande et produisant des effets d'une ampleur toujours plus démesurée. Les commissions nationales ou européennes de "lutte" anti-cartels ne sont donc dans ce processus du capitalisme au stade impérialiste, que des chambres d'enregistrement destinées avant tout à mettre en statistique la concentration des capitaux et à faire en sorte qu'elle se fasse dans les meilleures conditions.

L'association de D.B. avec des avionneurs (participant à Airbus notamment) ou avec des électroniciens, ne fait que suivre la tendance générale de grouper les techniques de pointe à l'industrie automobile. On peut citer le cas de Rover avec British Aerospace, de General Motors avec EDS (informatique) et Hughes Aircraft ou encore de Fiat.

L'absorption de M.B.B. par Daimler-Benz a pris les proportions d'une "affaire" pour des raisons de politique intérieure en Allemagne (les sociaux-démocrates s'y étant opposés). A l'étranger, c'est devenu une "affaire", non pas sur le principe même de la fusion des capitaux pour former des conglomérats industriels et financiers à l'échelle des chocs que provoque la guerre commerciale et financière internationale, mais sur le dynamisme de la concentration impulsée par D.B. et la Deutsche Bank.

La "méthode allemande" inquiète les impérialismes fragilisés par un endettement important ou empêtrés dans des querelles vaines des industriels sur le marché national, et en premier lieu le plus endetté les Etats-Unis. S'appuyant sur la Deutsche Bank, D.B. n'a pas eu à faire appel à des montages financiers aussi savants que dangereux, tels les OPA, pour s'assurer le contrôle successif des groupes complémentaires: "La reprise de 50,1% du capital de M.B.B. par Daimler-Benz se fera en deux étapes. La première étape sera constituée par une augmentation du capital de M.B.B., qui passera de 600 millions de DM à 858 millions de DM, entièrement souscrite par Daimler-Benz (...). Daimler-Benz va ensuite acquérir 20,1% du capital de M.B.B. en achetant des parts à certains actionnaires de M.B.B., soit les groupes Allianz (assurances), Bosch (électrotechnique) et la Dresner Bank" ("Libération", 10 sept. 89).

Les bénéfices réalisés par la société de Mercedes étaient de 1,6 milliards de marks l'année passée et les réserves financières étaient évaluées à 12 milliards de DM. C'est avec une telle puissance financière que D.B. devient le principal pilier en Europe non seulement de l'automobile (et véhicules lourds) et de l'armement, mais aussi de l'aéronautique (et tous ceux, qui après avoir reçu des V1 et V2 sur la tête, ont suivi les premiers pas de l'homme sur la Lune, connaissent l'intelligence des ingénieurs allemands dans ce domaine!).

La puissance financière des entreprises allemandes tranche donc brutalement avec les opérations financières abracadabrantes que les Etats-Unis affectionnent particulièrement. En RFA, comme en Suisse, le capital action des sociétés est totalement bétonné par des réglementations strictes et par le contrôle des banques omniprésentes, qui protègent les entreprises des "sauvageries inamicales", dont le seul but est de faire des profits spéculatifs pour le portefeuille de quelques requins se moquant parfaitement de "qualité industrielle", et dont le prétexte aux raids est de "donner un coup de fouet aux entreprises somnolentes".

Les stratégies de concentration capitaliste sont très différentes d'un impérialisme à l'autre. D'un côté on compte beaucoup sur la "spontanéité"

d'un "libéralisme" sans limite pour "fouetter" le capital, d'un autre côté sur l'action contrôlée des grands groupes ou de l'Etat. D'un côté donc le règne des OPA et des LBO (Leverage buy out, c'est-à-dire le rachat par les cadres et par emprunt de leur entreprise pour échapper aux OPA), de l'autre la concentration et le mariage de logique industrielle (qui peut se pratiquer aussi par OPA, mais avec une perspective de rationalisation de la production, et qui privilégie l'aspect industriel au gain spéculatif immédiat).

Dans son numéro de novembre 88, le "Nouvel Economiste" note dans son éditorial l'inquiétude des économistes sur la finalité des OPA. Le principe est acquis, mais pourvu que les buts industriels ne soient pas détournés: "Espérons que la vague des OPA et des acquisitions n'est pas une nouvelle expression du penchant français pour le mécano industriel et la stratégie. Mieux vaudrait mettre les mains dans le cambouis et s'intéresser de plus près aux produits, à leur qualité et à leur marché."

"Les japonais (idem pour les allemands, NDRL), toujours eux, viennent de nous donner une nouvelle leçon saisissante de capacité et de vitesse d'adaptation. En 1985 et en 1986, la chute vertigineuse du dollar faisait craindre les pires conséquences pour l'économie japonaise. Pays extrêmement dépendant des exportations, le Japon va avoir beaucoup de mal, pensions-nous, à se remettre de cette perte de compétitivité. Or le problème peut être considéré aujourd'hui comme résolu. Apparemment, il s'est réglé dans les ateliers, les usines et les bureaux de commercialisation plus que par de grandes réorganisations industrielles. Comment font-ils donc sans OPA?"

D'un côté donc des puissants rouleaux compresseurs qui avancent inexorablement, semblant se jouer des obstacles, de l'autre des machines tout aussi puissantes certes (il ne faudrait pas sous-estimer la puissance américaine) mais dont la marche en avant semble faite de cahots et de turbulences non maîtrisées.

Dans les mauvais exemples d'OPA - mises en vogue au milieu des années 70 par le financier américain Milken - citons celui de Singer (machines à coudre et électronique militaire) racheté en 1988 par un industriel du hot-dog (l'intérêt industriel de ce rachat n'est pas évident!!!) pour 1,1 milliard de dollars. Cet achat fut suivi immédiatement par la revente en petits morceaux de huit des douze divisions de l'entreprise, qui passait ainsi de 28'000 salariés à 3'800.

La RFA, quant à elle, n'a pas connu le vent de folie des OPA. La dernière importante prise de contrôle par ce moyen date (selon la presse) de 1966 avec la main-mise de Texaco sur la Deutscher Erdöl AG.

Pour comprendre l'inquiétude des concurrents de la RFA face à la lourde armada industrielle allemande, il faut expliquer encore un aspect du "problème allemand". Après la guerre, les impérialistes vainqueurs avaient interdit à l'Allemagne l'accès à certains secteurs industriels clefs, comme l'aviation, l'armement et le nucléaire. Le capital allemand s'est donc porté sur d'autres secteurs plus classiques, dont l'automobile (20 à 25% du marché mondial aujourd'hui), la machine-outil ou la métallurgie. Le processus de concentration, et en particulier celle de D.B. ces dernières années, doit permettre maintenant à l'Allemagne de forcer l'allure dans des domaines où les raisons historiques lui ont fait prendre du retard (dans ce cas dans le domaine de l'aviation, l'aéronautique et l'armement).

Dans le même sens, il faut noter l'alliance de GEC (anglais, matériel électrique) et de l'allemand Siemens qui viennent de prendre le contrôle de Plessey, spécialiste de l'électronique et notamment de ses applications militaires. Siemens devrait verser 1,25 milliard des 2 milliards de livres que coûte l'opération. Siemens et GEC se partageront ensuite le gâteau, systèmes électroniques pour avions et sous-marins à GEC, radars et communication à Siemens.

Le capitalisme est devenu de plus en plus boulimique, il ne se contente plus depuis longtemps de la seule "croissance naturelle" du capital suivant le rythme lent de l'augmentation de la production à partir d'une même gamme de produits, mais cherche à faire des grands bonds en avant en accaparant les parts de marché des autres plutôt

qu'en élargissant le sien. Le marché ne se développant pas du tout à la même vitesse que le capital s'accumule (et même il rétrécit à certaines périodes), la seule ressource du capital pour poursuivre son processus d'accumulation est bien d'éliminer du marché les concurrents pour s'y placer ou d'acheter directement le concurrent.

La prise de contrôle par D.B. de M.B.B. n'est qu'un épisode de plus de cette lutte acharnée entre capitaux, de cette fuite en avant du capital poussé par l'aiguillon et l'exacerbation constante de la concurrence mondiale.

La récente alerte boursière indique que le capitalisme vit sur une poudre, et que malgré les indices au beau fixe de ces dernières années (économiques bien sûr, pas ceux du chômage et des salaires!), il peut à chaque instant buter sur un obstacle décisif. Ce sont alors des empires toujours plus puissants qui trébuchent et se retournent contre les prolétaires pour se relever, ce sont des enjeux toujours plus énormes qui sont alors en question et dont la réponse implique des bouleversements économiques et militaires toujours plus importants.

## SUEDE: LES EXCES DE LA COLLABORATION

Lu dans "Le Monde" du 25 août 89: "Le portefeuille de certains dirigeants syndicaux suédois suscite bien des remous dans le monde du travail. Il contient parfois actions et obligations convertibles de l'entreprise dont ils sont salariés... Et pour une coquette somme. Grâce aux multiples avantages fiscaux attachés à cette forme de participation cinq d'entre eux seraient devenus millionnaires et vingt-deux disposeraient d'avoir supérieur à 200'000 couronnes (autant de francs), comme le révèle l'hebdomadaire économique Veckans Affärer du 23 août."

"Si les milieux d'affaires saluent ces pionniers qui défendent l'industrie suédoise", du côté des syndicats ouvriers, on éprouve tout de même une certaine gêne: la loyauté de ces "nouveaux capitalistes" envers l'entreprise ne risque-t-elle pas de les détacher des salariés qu'ils sont chargés de défendre, maintenant qu'ils en sont devenus de riches actionnaires?"

L'inquiétude règne toujours parmi la bourgeoisie lorsqu'elle se rend compte que son système d'intégration des syndicats et de corruption de ses fonctionnaires dépasse les limites admissibles par la classe ouvrière. Encore un coup porté à la crédibilité des agents bourgeois au sein du prolétariat, encore une cause supplémentaire de la perte du contrôle et de l'influence syndicale sur les prolétaires, donc encore une raison de plus pour que ceux-ci trouvent hors des syndicats les moyens de s'organiser pour mener leurs luttes.

La corruption fait partie du système et des moyens bourgeois, ce n'est donc pas cela qui inquiète les bourgeois, à part quelques moralistes scandalisés. Ce qui les inquiète, c'est l'efficacité des exorciseurs syndicaux devant le spectre de la lutte de classe qui leur glace le sang.

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, comptes-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

### SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".